Institut National du Travail, de l'Emploi
et de la Formation Professionnelle
Etablissement Public Administratif (EPA)

2011

Rapport d'activité

Editorial

L'année 2011 a été marquée par des chantiers clés pour les services :

- la consolidation des DIRECCTE
- l'aboutissement du PMDIT
- un plan de mobilisation pour l'emploi fortement mobilisateur
- des territoires et des entreprises en profondes mutations
- une action publique qui se redéfinit en lien avec les acteurs économiques, sociaux, les collectivités territoriales ou interministérielles
- des enjeux forts dans le domaine des « fonctions supports » pour permettre de faire face à ces transformations.

L'INTEFP a accompagné ces évolutions en mobilisant son énergie et son expertise pour développer les compétences des agents en charge de ces chantiers, mais aussi pour accompagner les réflexions sur les premiers sujets transverses qui commencent à se caractériser dans les services (mutations économiques et sociales, ingénierie des relations sociales…).

L'action publique ne saurait trouver son complet aboutissement sans les liens privilégiés qu'elle noue avec les partenaires sociaux et les acteurs territoriaux ou les autres ministères. Là encore, l'INTEFP a poursuivi son action sur le champ de l'appui au dialogue social pour favoriser une vision partagée entre les représentants de l'action publique et les acteurs économiques et sociaux sur la place du travail dans un contexte de transformation économique et sociale forte.
L'Institut a également porté haut les problématiques du travail et des conditions d'emploi dans leur dimension interministérielle (santé au travail, CHSCT, travail illégal).

L'action et le regard qu'apporte l'INTEFP s'enrichit aussi des expériences qu'il conduit à l'international. Ainsi, la session européenne « eurodétachement » aura permis une meilleure compréhension des services de contrôle en charge de cette problématique complexe mais aussi la production d'outils opérationnels qui viendront enrichir les pratiques des services.

Au moment où s'ouvre ce bilan d'activité de l'année 2011, je voudrais saluer la précédente équipe de direction et les agents de l'INTEFP qui ont mis toute leur énergie pour conduire ces chantiers. L'année 2012 s'inscrit déjà dans une amplification de ce mouvement pour accompagner l'ensemble des défis auquel les services se trouvent confrontés.

Bien à vous tous.

Le Directeur
Bernard BAILBÉ

Sommaire

Editorial p3

Les supports de communication et les réalisations audiovisuelles de l'Institut en 2011 p8

1/ Communication externe p8

2/ Communication interne p10

Introduction générale p12

1/ L'année 2011 marque la fin du PMDIT p12

2/ Les stagiaires et les agents de la Fonction Publique en 2011 p13

3/ Des ressources formatives mobilisées p14

Les chiffres clés de l'activité de formation p16

Partie 1

L'activité de formation de l'Institut p19

Le pôle appui ressources pédagogiques et documentaires p20

1/ Un Centre ressources modernisé p20

2/ Renforcement de notre offre de formation à distance p22

3/ Création d'un site Internet « Eurodetachement » p23

4/ Poursuite du développement du site internet pour la mission santé sécurité au travail p23

A/ L'activité de formation

Chapitre I/ **Formations statutaires et préparations concours** p24

1/ Chiffres clés et commentaires p24

1.1/ Formations initiales des inspecteurs du travail p24

1.2/ Formation initiale des contrôleurs du travail de la promotion 2010 p25

1.3/ La préparation aux concours p26

2/ Faits marquants p27

3/ Partenariats p27

Chapitre II/ **Formations continues** p28

1/ Les principaux chiffres commentés p28

2/ Tableau récapitulatif p28

3/ Les faits marquants p29

Chapitre III/ **Offre de services** p30

1/ L'offre de services auprès des DIRECCTE p30

2/ La formation des agents des services d'Outre mer p30

3/ La formation des agents des DREAL et de l'ASN p33

4/ La formation interinstitutionnelle en matière de lutte contre le travail illégal p33

Chapitre IV/
Mission Santé-sécurité au travail dans les fonctions publiques (MSSTFP) p34

B/ Les activités par CIF p37
CIF de Bordeaux p37
CIF de Lille p39
CIF de Lyon p42
CIF de Montpellier p45
CIF de Nancy p47
CIF de Nantes p49
CIF de Paris p51

Partie 2
Les actions européennes et internationales/ Partenariats et dialogue social p55
Le RESP p56
Le RiiFT p56
La coopération internationale p56
L'année 2011 a permis également p56
La session nationale p57
Le projet Eurodétachement p57

Partie 3
Fonctions supports p61
Secrétariat Général p62
l'Agence comptable p63
Ressources Humaines p64
1/ Formation du personnel p64
2/ Action sociale p64
3/ Suivi de la masse salariale p64
4/ Les effectifs p64
5/ Les départs p65
6/ Les arrivées p65

Département finances p66

Le service Achats Publics P66

1/ Présentation du service P66

2/ Recensement de quelques marchés publics P66

Le service budget finances p66

Département Logistique p68

Mission Assistant de prévention p68

Travaux d'extension et de rénovation du restaurant p68

Dijon - Lyon et Paris p68

A/ Service Moyens Généraux p68

1/ Principaux travaux réalisés p68

2/ Actions s'inscrivant dans une politique de développement durable p69

3/ Consommation des fluides p69

4/ Le service en quelques chiffres p69

5/ Principaux travaux réalisés dans les CIF p69

B/ Service Accueil Vie Collective p69

QUELQUES INDICATEURS D'ACTIVITÉ

1/ Pour l'hébergement p70

2/ Pour la restauration p72

Département Informatique p73

1/ L'équipe du département informatique p73

2/ Activités particulières en 2011 p73

a/ Accompagnement du changement de l'implantation territoriale p73

b/ Extension et réfection des réseaux p73

c/ Le parc des ordinateurs et des imprimantes p74

d/ Le support guichet unique 5500 p74

Les supports de communication et les réalisations

Communication externe

Elle vise à : donner des informations sur, participer au rayonnement de, développer les réseaux de communication. Plaquettes, brochures, administration d'un site internet, objets promotionnels sont réalisés à cet effet. L'établissement participe à des réseaux et multiplie les contacts avec le ministère de tutelle, les administrations et les institutions.

Communication interne

Il s'agit de partager l'information, conseiller et réaliser des actions de communication à destination de tous les personnels de l'établissement. Une des missions principales consiste à conseiller les différentes composantes de la structure pour la réalisation de leurs outils de communication afin de mettre en cohérence les productions de l'institut.

La Mission est composée de 3 personnes :

- 1 chargée de communication (temps plein)
- 1 technicien audio-visuel et webmaster (temps plein)
- 1 secrétariat partagé

Le Webmaster est chargé de l'administration du site et de l'audiovisuel (mise en ligne de contenus et gestion des droits des différents espaces).

Il assure également la réalisation de supports pédagogiques ou d'information. Exemple : films, captation images et sons (reportages, vidéogrammes divers, photos). Il gère l'ensemble du parc technique audiovisuel (achat, entretien, évolution) et met à disposition matériels et conseils aux utilisateurs.

Le Secrétariat assure le routage, la logistique de communication, le suivi des relations avec les prestataires, la gestion des stocks.

La Mission élabore et gère le budget Communication.

1/ Communication externe

Interprétariat/Traduction	• interprétation simultanée Suédois/Français XXXIème Session Nationale (module Suède) • interprétation simultanée Anglais/Français XXXIème Session Nationale (module Canada) • interprétation restitution stages Europe IET 2010 • marché public projet européen « Formation commune des inspecteurs du travail et agents impliqués dans le contrôle de l'effectivité du droit communautaire relatif à la protection des travailleurs détachés ».
Diffuser des informations relatives aux actions de formations	• campagne de Pub CPI inspecteurs et contrôleurs (10 000 dépliants et 500 affiches, mailing) • lettre INTEFP 10 • plaquette Ateliers INTEFP 2012 (CESE, Palais d'Iéna) • catalogue offre de formations 2012 • livrets accueil FICT • impression posters « Equipement de travail »
Diffuser des informations relatives à l'Institut	• rapport d'activités 2010
Objets de communication	• achat de cravates, d'ouvrages sur Lyon, de foulards, de sacs pliage pour accueil délégations, de blocs papier, de cartables porte-ordinateur, de stylos INTEFP, de clés USB, de conférenciers…
Participer et développer les réseaux de communication	• participation et animation du groupe Communication du RESP • participation groupe coopération internationale du RESP, en charge de l'organisation du colloque euro méditerranéen • participation aux réunions des chargés de COM du ministère (administration centrale et services déconcentrés) • séminaire Astrees « Impact de la crise sur le droit social national et européen » • 17èmes Rencontres Economie, Emploi, Travail en Rhône-Alpes organisées par la DIRECCTE RA

audiovisuelles de l'Institut en 2011

Participer à la communication des évènements/ manifestations organisés par l'Institut	• photos sessions nationales • colloque Bruxelles « Projet Européen » • participation Salons Préventica
Ouvrir l'Institut 	• rachat ouvrage « inspection du travail » • Participation Nuits du Loup Festival Marcy l'Etoile • réalisation cartes de vœux
Réalisations audiovisuelles 	• Tournage du film CPI en collaboration avec l'EN3S • 6 jours de tournage sur chantiers TP en collaboration avec l'OPPBTP pour la réalisation de 4 films « entreprise » et 36 films-modules au 31.12.11 • 8 interviews pour les journées de l'emploi de la DIRRECTE Rhône-Alpes pour la réalisation de 27 films-modules • 11 interviews pour le site « Travailler-mieux » pour la DGT • Interview du ministre du travail brésilien pour la DGT

Les outils de communication externe : quelques illustrations des réalisations 2011

Lettre INTEFP	Dépliant 4 pages Format plié A4 + feuillets A4
Parution	Avril 2010
Routage/distribution	Assuré par la Mission Communication (version numérique et papier)
Cible	Tous les agents du ministère

Rapport d'activités 2010	75 pages
Parution	Juin/juillet 2010
Routage/distribution	Assuré par la Mission Communication
Cible	Membres du CA + présentoirs hall INTEFP

INFOS RESP	Dans le cadre de la politique de communication mise en place par la Troika du RESP, une première lettre « Infos RESP » a été publiée en mars 2010. Un comité de pilotage composé des chargés de COM de l'ENSOSP, de l'ENPJJ et de l'INTEFP est chargé de réaliser ce support. Cette lettre présente d'une part les actualités du RESP et d'autre part celles des écoles. Le directeur de la publication est le président du RESP. La lettre s'appuie sur la charte graphique du RESP.
Parution	Une périodicité de 3 numéros par an.
Routage/distribution	Diffusion numérique
Cible	Elle est diffusée aux directeurs, directeurs des études, correspondants, animateurs et membres des groupes de travail et de pilotage. L'ensemble des agents des 39 écoles qui adhérent au RESP

	Catalogue formations 2012	66 pages + calendrier 1er semestre
	Parution	Décembre 2011
	Routage/distribution	Assuré par la Mission Communication dont 5000 exemplaires en DIRECCTE et UT
	Cible	Ensemble des agents du ministère du travail

	Livrets Accueil FICT	3 livrets d'une vingtaine de pages chacun : • Contrôle en entreprise • Réglementation travail-emploi • Développement de l'emploi et marché du travail
	Parution	Décembre 2011
	Routage/distribution	Assuré par la Mission Communication à l'occasion du séminaire d'accueil
	Cible	Ensemble des parties impliquées dans la mise en œuvre de la FICT

	Lutte contre le travail illégal **Lutte contre les fraudes**	• 4 pages • 43 pages Les 2 documents sont disponibles sur le site internet de l'institut
	Parution	Annuelle
	Routage/distribution	Assuré par l'Institut
	Cible	Agents de contrôle tous corps confondus et responsables de formation au niveau central

2/ Communication interne

Partager l'information 	• diffusion d'informations relatives à des actions susceptibles d'intéresser les différents services de l'institut • cartes de visite et cartes de communication diverses • trombinoscopes • gestion matériel de vote • rédaction et diffusion notice « Votre séjour à l'INTEFP » • inauguration CIF de Montpellier • journée du personnel • livret accueil des agents de l'institut
Conseil d'Administration	• prise de notes en sténotypie
Projet d'établissement	• accompagnement réalisation du projet d'établissement de l'INTEFP
Mise en place inventaire	• participation groupe de travail
Journal interne	Double objectif : • faire comprendre les enjeux de l'INTEFP • répondre aux attentes de plus d'information et de partage d'information des agents de l'institut
Interventions techniques	(entre autres opérations nombreuses et variées) • suivi de l'installation audiovisuelle des salles de formation du CIF de Paris • suite de la campagne d'entretien-rénovation du parc audiovisuel des salles de formation et amphi

Les outils de communication interne : illustrations des réalisations 2011

	Journal interne	INTERFACE Objectif : répondre aux attentes des agents, demandeurs de plus d'informations relatives à la vie de l'établissement. Le Journal doit permettre une lecture rapide afin que les agents visualisent rapidement les informations essentielles. Priorité à l'approche visuelle, aux encadrés, aux illustrations. Le découpage permet une lecture synthétique : chapeaux, intertitres…Un rythme et une diversité de sujets qui favorisent l'envie de lire et qui créent des rendez-vous de lecture
	Parution	N1 = Janvier/Mars 2010, N2 = Juin 2010
	Routage/distribution	Uniquement en version numérique
	Cible	Boîtes de messagerie de l'ensemble des agents (Marcy et CIF)

	Votre séjour à l'INTEFP	Ce support a pour objectif de répondre aux questions pratiques que se posent les personnes accueillies à l'Institut, quel que soit la durée de leur séjour : préparation du déplacement, hébergement et restauration, modalités financières, transports…
	Parution	Mise à jour régulière

	Livret d'accueil	Faciliter l'accueil et l'intégration de nouveaux agents à l'INTEFP quel que soit leur statut et leur lieu d'affectation. Sa lecture permet entre autres de prendre connaissance des points suivants : statut et missions de l'INTEFP, organigrammes, règlement intérieur, aspects financiers, informations pratiques…
	Parution	Mise à jour régulière

Introduction générale

1/ L'année 2011 marque la fin du PMDIT

a/ Les promotions des formations statutaires ont considérablement diminué, poursuivant ainsi la courbe enregistrée depuis l'année 2009.

	Promotions 2007	Promotions 2008	Promotions 2009	Promotions 2010	Promotions 2011
Inspecteurs élèves du travail	105	108	63	83	40
Inspecteurs du travail 5ème + VAP	20	18	19	23	7 + 8 VAP
Contrôleurs stagiaires	237	244	158	95	84

L'année 2011 est également marquée par la mise en œuvre de la réforme statutaire des inspecteurs du travail avec la promotion 2010 (81 inspecteurs élèves du travail) qui a débuté au 1er septembre 2010, pour se poursuivre tout au long de l'année 2011 avec une titularisation des inspecteurs élèves le 2 décembre 2011. La formation complémentaire de trois mois ayant été programmée pour se dérouler durant les 6 premiers mois de l'année 2012.

La promotion 2011 qui a débuté en septembre 2011 compte 40 inspecteurs élèves du travail auxquels se sont joints durant sept mois, deux auditrices algériennes accueillies dans le cadre du programme PROFAS.

Il convient de souligner le succès de la classe préparatoire intégrée reconduite cette année, non seulement pour la préparation au concours d'inspecteur avec 12 auditeurs, mais également pour la première fois au concours de contrôleur du travail avec 12 auditeurs.

Concernant la promotion CPI 2010, sur 18 auditeurs, les 7 admissibles à l'oral ont été reçu au concours d'inspecteur du travail 2011. 6 ont intégré la promotion IET 2011. La 7ème a obtenu un report d'une année.

Le cycle préparatoire qui s'est déroulé pour la dernière fois en 2011 au CIF de Montrouge a réuni 12 cyclistes dont 7 ont été admis au concours d'inspecteur sur les 9 postes ouverts aux internes.

b/ Le département Formations continues a enregistré une baisse du nombre de jours de formation excepté pour l'emploi et la formation professionnelle qui progresse régulièrement depuis l'année 2009 (+ 40% entre 2009 et 2011)

La diminution du nombre de jours de formation est expliquée par l'absence de certaines actions mises en place en 2010 de façon conjoncturelle et non reconduites en 2011. Il en est ainsi des journées d'accueil au bénéfice des agents et de leurs référents qui étaient destinées à présenter le nouveau dispositif du parcours d'accompagnement à la mobilité fonctionnelle.

S'agissant plus particulièrement de la formation continue, quatre séminaires d'accompagnement à la politique du travail avaient été mis en place en 2010 et n'ont pas été réitérés en 2011. De la même façon, les sessions de qualification des personnes compétentes en radio protection (PCR) et les sessions d'échanges sur la relation à l'entreprise à destination des trois pôles composant les DIRECCTE n'ont pas été rééditées. En outre, en 2010, le département Formations continues avait accompagné le déploiement de CHORUS et MOSS mobilisant un nombre important de jours de formation.

Par ailleurs, la fermeture du CIF de Dijon n'a que très partiellement été compensée par l'ouverture du CIF de Montpellier.

c/ L'offre de services externe a progressé en ce qui concerne la formation interministérielle de lutte contre les fraudes : 121 agents de contrôle ont suivi ces formations dans les CIF, représentant 367 jours de formation. En 2010, 46 agents avaient participé, correspondant à 138 jours de formation. Tous les services concourant à la lutte contre le travail illégal s'inscrivent dans ces actions de formation (inspection du travail, police, gendarmerie, services fiscaux, organismes de protection sociale….).

Les formations reposent sur un réseau interinstitutionnel de formateurs permettant ainsi une approche très œcuménique de la question. Les formateurs interviennent en binômes avec la participation dans chacun d'eux d'un agent de l'inspection du travail.

En 2011, des formations qui n'étaient pas d'actualité les années précédentes, ont été assurées au bénéfice des agents de la DREAL et de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) qui exercent des activités d'inspection du travail. Ces formations son consécutives à la signature d'une convention signée entre le ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, et de l'autorité de sûreté nucléaire.

La Mission Santé – Sécurité au Travail dans les Fonctions Publiques (SST – FP) a été marquée par l'impossibilité d'accueillir une promotion d'inspecteurs santé et sécurité au travail en raison de la parution tardive des textes réformant la fonction et du report induit de la signature de la convention tripartite DGAFP-Ministère du travail-INTEFP, permettant la mise en œuvre de la formation des inspecteurs.

En revanche, la Mission a accru son activité en ingénierie et recherche et développement en faisant la promotion de la santé – sécurité au travail au travers de colloques et séminaires, conférences.

La Mission a en outre, travaillé sur la documentation mise à disposition du public, principalement sur son site internet.

En dépit de l'absence d'une promotion d'inspecteurs SST, la Mission a concrétisé 98 conventions de formation, assurant ainsi la formation et la sensibilisation de 1613 personnes pour 4074 journées de formation.

2/ Les stagiaires et les agents de la Fonction Publique en 2011

En 2011, 3 235 stagiaires ont été formés (un même agent est compté autant de fois qu'il a suivi une formation) :

- 282 stagiaires en formation statutaire
- 2 953 stagiaires en formation continue (1) et préparation concours.

En regard, 2 400 agents ont été formés (un agent est compté une fois même s'il a suivi plusieurs formations) :

- 282 agents en formation statutaire
- 2 118 agents en formation continue (1) et préparation concours.

Le nombre d'agents venus en formation cette année suit l'évolution générale.

(1) Les actions de formation continue prennent en comptes les actions qui relèvent de l'adaptation immédiate au poste de travail ; de l'adaptation à l'évolution prévisible des métiers ; du développement des qualifications ou de l'acquisition de nouvelles qualifications continues.

Stagiaires et agents de la fonction publique 2011

Nombre de stagiaires (1)

	A			B			C			Ensemble		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Formation statuaire	76	121	197	19	66	85	0	0	0	95	187	282
Formation continue, préparation aux concours	740	925	16665	292	697	989	61	238	299	1093	1860	2953
Total	**816**	**1046**	**1862**	**311**	**763**	**1074**	**61**	**238**	**299**	**1188**	**2047**	**3235**

Nombre d'agents formés (2)

	A			B			C			Ensemble		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Agents n'ayant suivi que des formations statutaires	76	121	197	19	66	85	0	0	0	95	187	282
Agents n'ayant suivi que des formations professionnelles (3)	543	630	1173	218	515	733	43	169	212	804	1314	2118
Total	**619**	**751**	**1370**	**237**	**581**	**818**	**43**	**169**	**212**	**899**	**1501**	**2400**

(1) Un même agent est compté autant de fois qu'il a suivi des formations.

(2) Un agent est compté une fois même s'il a suivi plusieurs formations.

(3) Formations continues ou préparations à des concours.

3/ Des ressources formatives mobilisées

Plus de 644 agents issus des services déconcentrés et de l'administration centrale on consacré 3233 journées (soit 15 ETP) à former d'autres agents, y compris des intervenants d'autres ministères.

Par ailleurs, plus de 80 réunions de travail, dont la moitié pour la formation initiale et l'autre pour la formation continue comptabilisant 550 intervenants, ont été organisées pour créer de nouveaux produits ou mettre à jours les produits existants.

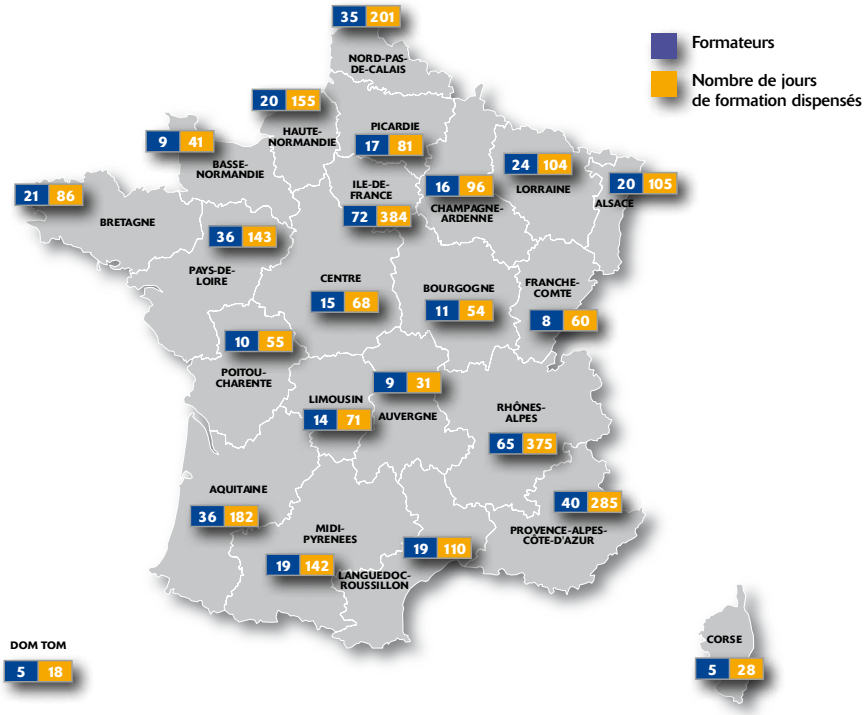
Ces réunions d'une durée comprise entre un et quatre jours, selon les réseaux et les thématiques, viennent s'ajouter aux journées de formation en présentiel évoquées ci-dessus.

Le recours aux intervenants externes (organismes de formation privés, consultants) a été encore réduit de 22% en 2011 (de 976.000 € en 2010 à 761.000 € en 2011).

La mise en place d'accords cadres dans le domaine de la formation (assistance à conception de formation, préparation concours, animation de séminaires et gestion des situations difficiles) a été notifiée en 2010 et les marchés subséquents passés sur leurs fondements ont débuté en 2011.

Il s'agit là d'un travail important de coordination entre les responsables de projet de la direction des études et le département Finances de l'Institut.

En 2011, un premier constat valide l'opportunité de la mise en œuvre de ces outils qui répondent à un réel besoin.



Les chiffres clés de l'activité de formation

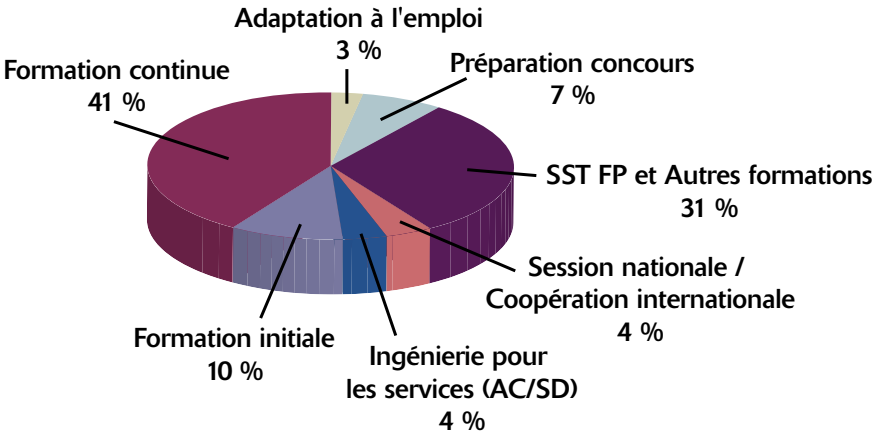
		MARCY			CIFs		
		2009	2010	2011	2009	2010	2011
Formation initiale [1]	Stagiaires	296	261	282	245	157	85
	J/F	**21 445**	**16 140**	**24 785** [2]	16 490	15 700	**8 075**
	Pour information J/S réalisés en stage	13 975	9 225				
Ingénierie F1	Stagiaires	219	255	224	25	117	55
	J/F	476	**515**	**628**	43	447	**110**
	Stagiaires	515	516	506	270	274	140
	J/F	**21 921**	**16 655**	**25 413**	**16 533**	**16 147**	**8 185**
Formation continue	Stagiaires	1505	1 513	1 350	1 016	1 177	979
	J/F	**4 806**	**6 221**	**3 964**	**2 749**	**3 424**	**3 120**
Ingénierie FC	Stagiaires	396	335	217	32	43	35
	J/F	**1 071**	**1 019**	**603**	**224**	**71**	**68**
	Stagiaires	1 901	1 848	1 567	1 048	1 220	1 014
	J/F	**5 877**	**7 240**	**4 567**	**2 973**	**3 495**	**3 188**
Adaptation à l'emploi	Stagiaires	112	125	62	436	332	158
	J/F	**484**	**721**	**169**	**3448**	**3310**	**1747**
Préparation concours	Stagiaires	113	248	135	398	297	317
	J/F	**2 308**	**2 340**	**2 539**	**3 044**	**2 864**	**2 537**
SST FP et autres formations *SST FP*	Stagiaires		1 394	1 613		0	
	J/F		**5 187**	**4 074**		**0**	
Autres formations	Stagiaires		279	353		24	
	J/F		**940**	**854**		**48**	
	Stagiaires	1 330	1 673	1 966		24	
	J/F	**5 568**	**6 127**	**4 928**		**48**	
Sessions nationales / Coopération internationale	Stagiaires	493	303	231	0	0	0
	J/F	**1 533**	**935**	**1 122**	**0**	**0**	**0**
Ingénierie pour les Services (AC/SD)	Stagiaires	179	98	139	16	24	101
	J/F	**750**	**221**	**381**	**32**	**48**	**464**
TOTAUX	Stagiaires	4 643	4 811	4 606	2 168	2 171	1 730
	J/F	**38 441**	**34 239**	**39 119**	**26 030**	**25 912**	**16 121**

[1] **Dont formations statuaires : I.E.T. et I.T.** promotion 2009 = 61, promotion 2010 = 81, promotion 2011 = 40, liste aptitude IT = 15
C.T. promotion 2010 = 88 lauréats des concours et examen et seuls 85 d'entre eux ont suivi effectivement la formation

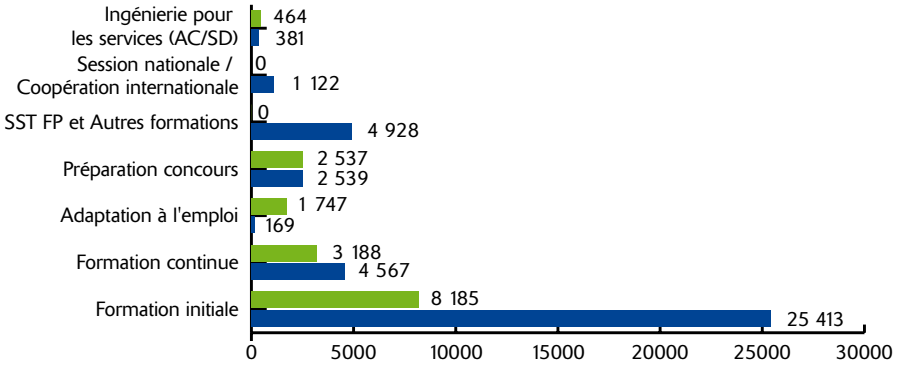
[2] **Dont 8 690 jours/stagiaire effectués en stages dans le cadre de la formation initiale des inspecteurs-élèves du travail.**

Total 2009	Total 2010	Total 2011
541	418	**367**
37 935	**31 840**	**(2) 32 860**
13 975	9 225	
244	372	279
519	**962**	**738**
785	790	**646**
38 454	**32 802**	**33 598**
2 521	2 690	2 329
7 555	**9 645**	**7 084**
428	378	252
1 295	**1 090**	**671**
2 949	3 068	2 581
8 850	**10 735**	**7 755**
548	457	220
3932	**4031**	**1916**
511	545	452
5 352	**5 204**	**5 076**
	1 394	1 613
	5 187	**4 074**
	303	353
	988	**854**
1 330	1 697	1 966
5 568	**6 175**	**4 928**
493	303	231
1 533	**935**	**1 122**
195	122	240
782	**269**	**845**
6 811	6 982	6 336
64 471	**60151**	**55 240**

Stagiaires formés en 2011 à l'INTEFP Marcy et CIF(s)



Nombre de jours de formation en 2011



Partie 1

L'activité de formation de l'Institut

Rapport d'activité 2011 INTEFP

Le pôle appui ressources pédagogiques et documentaires

Rattaché à la Direction des études, les axes majeurs de ce pôle sont :

- la gestion du Centre ressources
- la poursuite de la dématérialisation des ressources documentaires et pédagogiques
- le développement de la formation en ligne.

1/ Un Centre ressources modernisé

Les travaux de rénovation

L'année 2011 a été marquée par le lancement des travaux qui se sont déroulés pendant la période d'été et qui ont nécessité la fermeture du Centre ressources pendant 3 mois. Les objectifs qui étaient de réaménager l'espace, d'augmenter le nombre d'accès aux ordinateurs en libre service, d'améliorer la convivialité du lieu pour les usagers et de rendre l'espace plus fonctionnel pour les documentalistes ont été atteints.

Le nombre d'accès aux postes fixes est passé de 6 à 11 avec 12 prises réseau supplémentaires pour les ordinateurs portables.

Pour plus de confort et de calme, 5 zones distinctes ont été réaménagées :

- le hall d'accueil et de prêt avec les bureaux des documentalistes
- la salle de consultation multimédia
- la bibliothèque avec un libre accès aux ouvrages
- la salle de travail
- le coin lecture pour la presse.

Le fonds documentaire, géré avec le logiciel Alexandrie depuis 2008 et consultable sur notre site Intranet[1], a été entièrement mis à jour grâce à un important travail de « désherbage » des documents proposés en prêt. Il est actuellement composé de 4027 ouvrages, rapports, études, thèses, publications régionales importantes, 394 rapports d'étude des inspecteurs élèves du travail, une centaine de titres de périodiques et de ressources numériques.

Il comprend au 31 décembre 2011

Types de documents	Nombre de notices
Ouvrages	3880
Rapports	147
Rapports d'études des Inspecteurs élèves du Travail	394
Articles de revues	10276
DVD	47
Total	**14744**

[1] A l'adresse : http://www.intraint.travail.gouv.fr

Les recherches documentaires

• Par thème

	2010	2011
Droit du travail - Inspection du travail	199	144
Emploi - Formation professionnelle	75	48
Hygiène, sécurité et conditions de travail	98	56
Economie - Gestion des entreprises et des RH	16	6
Droit international - Droit public, fonction publique et droit privé	68	34
Politique sociale - Problèmes de société - Sciences humaines	7	2
Modernisation des services - Informatique	1	0
Divers (culture générale, pays étrangers….)	17	0
Total	**481**	**290 (- 39,70%)**

Les principales thématiques interrogées sont par ordre d'importance et comme pour les années précédentes : le droit et l'inspection du travail, l'hygiène, sécurité et conditions de travail, puis l'emploi - formation professionnelle.

• Par public

	2010	2011
Personnel INTEFP et CIF	158	123
Classe préparatoire intégrée	21	5
Inspecteurs élèves du travail et IT 1/6ème	72	26
Intervenants	2	3
Sessions extérieures - Colloques - Délégations étrangères	1	0
Formation continue dont réseaux de formateurs	3	9
Inspecteurs hygiène et sécurité - ACMO	0	1
Administrations du travail, de l'agriculture et des transports	24	14
Autres (étudiants, …)	4	3
Total	**285**	**184 (-35,43%)**

Les publics principaux sont d'abord le personnel de l'INTEFP, suivi des inspecteurs-élèves du travail.

Suite aux travaux de rénovation, la réinstallation des ouvrages s'est effectuée progressivement en raison du désherbage et de la mise à jour du plan de classement qui s'est avérée nécessaire. Ces opérations se poursuivront en 2012 ainsi que la mise en place d'une meilleure signalétique pour améliorer le service aux usagers.

2/ Renforcement de notre offre de formation à distance

Les actions mises en œuvre sont encore peu nombreuses mais témoignent d'une large diversité liée au public concerné et aux contenus diffusés.

En 2011, le développement de notre offre de formation à distance s'est surtout porté sur la préparation aux concours internes de catégorie B avec à la clé 7 nouveaux modules :

- 4 modules purement méthodologiques pour les épreuves écrites : « S'organiser » ; « Se documenter » ; « Bien rédiger » ; « Lire efficacement » ;
- 3 modules spécifiques à chaque type d'épreuve : « La note administrative » ; « La dissertation juridique » ; « Le cas pratique »

Suivront en 2012 des modules pour se préparer aux épreuves orales et un module sur la RAEP.

Cette offre de formation à distance ne vient pas remplacer les formations en salle, mais elle est construite comme un complément en parfaite cohérence. Les sessions en présentiel étant plus ciblées sur la préparation technique aux épreuves.

La promotion 2010 des Inspecteurs Santé Sécurité au Travail (ISST) ainsi que leurs référents ont bénéficié

au cours du 1er semestre 2011 d'un accès à un environnement numérique de formation qui leur a permis :

- d'étudier en ligne 4 modules sur « Le cadre général du code du travail », « Les sources du droit de la fonction publique », « Le risque Incendie - Explosion », et « Introduction au BTP »
- de disposer à tout moment de leurs supports de cours, d'une veille documentaire et d'actualités thématiques en ligne.

Bilan quantitatif des environnements de formation proposés en 2011 sur la plate-forme de FOAD

Intitulé de la formation	Nombre de modules e-learning proposés	Nombre d'apprenants	Taux de suivi e-formation
Formation initiale des contrôleurs du travail dont :	17	88	95 %
• filière RTE (réglementation travail emploi)	7		
• filière CEE (contrôle en entreprise)	7		
• filière DEMT (développement emploi et marché du travail)	3		
Préparation concours contrôleurs du travail	7	82	75 %
Examen professionnel contrôleurs du travail	4	66	67 %
Formation continue des agents du CAI de Metz	1	24	100 %
Formation des Inspecteurs du travail des armées	1	15	40 %
Formation des Inspecteurs hygiène sécurité (ISST)	4	13	100 %
Mobilité filière réglementation travail emploi	12	12	92 %
Mobilité filière réglementation section	9	12	96 %

Il n'existe pas d'évaluation de ces actions en termes d'impact sur le niveau des acquis mais le niveau de satisfaction des utilisateurs est souvent élevé (96% des stagiaires de la dernière promo FICT jugent cette modalité de formation intéressante » ou « très intéressante » et 93% estiment avoir enrichi leur culture professionnelle avec les modules proposés*).

En 2012, l'INTEFP poursuivra le développement de la formation à distance :

- production d'un nouveau module métier sur « La réglementation des risques en Santé Sécurité au Travail »
- poursuite de la production des modules pour la préparation concours catégorie B.

* Source : Résultats de l'enquête en ligne réalisée auprès de la promotion FICT 2010 du 1er juin au 15 juillet 2011.

3/ Création d'un site Internet « Eurodetachement »

http://www.eurodetachement-travail.eu/

Dédié au projet européen porté par la mission des actions européennes et internationales (MAEI) et relatif à la construction d'une action de formation commune entre les inspecteurs du travail et agents impliqués dans le contrôle de la situation de détachement de 6 pays : France, Luxembourg, Espagne, Portugal, Pologne, Belgique, ce site a été conçu pour mieux communiquer, faciliter la coopération entre les administrations du travail des 6 états membres et partager toutes les informations relatives au sujet du détachement des travailleurs. Il constitue un site commun et sert de base ressources aux 6 pays engagés sur ce projet. Ce site dispose d'un espace public, « vitrine » du projet européen et d'un espace « professionnel » privé alimenté par le comité de pilotage de chacun des pays concernés, tous deux disponibles dans les 5 langues des pays concernés.

4/ Poursuite du développement du site internet pour la mission santé sécurité au travail

http://www.intefp-sstfp.travail.gouv.fr

Destiné à la promotion de la « Santé Sécurité au Travail dans la fonction publique », ce site répertorie maintenant plus de 1500 documents sur ce thème dont la recherche a été facilitée à l'aide d'un moteur de recherche et d'un nuage de mots-clés.
Il permet aussi la publication de l'offre de formation proposée par l'Institut dans ce domaine. Sa fréquentation moyenne, en constante progression, est actuellement de 10 000 visiteurs mensuels.

Projets TIC 2012

Un poste de gestionnaire de sites Web a été créé au 1er décembre 2011 pour accompagner le développement des produits et services multimédia dans le cadre de la politique de développement des TIC de l'Institut. Les refontes totales des sites Intranet http://www.intraint.travail.gouv.fr et Internet http://www.institut-formation.travail.gouv.fr sont d'ores et déjà programmées.

Chapitre I/ Formations statutaires et préparation concours

1/ Chiffres clés et commentaires

1.1/ Formations initiales des inspecteurs du travail

• Inspecteurs élèves du travail

Trois promotions d'inspecteurs élèves du travail se sont croisées en 2011.

- La promotion 2009 a terminé sa formation, débutée 18 mois plus tôt, en février 2011. Au terme de la période de formation professionnelle, 61 inspecteurs élèves ont été titularisés dans le grade d'inspecteur du travail
- La promotion 2010 (81 inspecteurs élèves du travail) a poursuivi sa formation tout au long de l'année 2010 et l'ensemble des inspecteurs élèves à été titularisé le 2 décembre 2011. La formation complémentaire de 3 mois sera organisée en 2012.
- La promotion 2011 (40 inspecteurs élèves du travail) a été accueillie en septembre 2011. Elle achèvera sa formation professionnelle fin novembre 2012.

L'INTEFP a délivré ainsi 14 770 journées de formation liées à la formation initiale des inspecteurs élèves du travail et organisait en lien avec les services déconcentrés 8 690 journées de stage.

Profil des promotions 2009 – 2010 – 2011

	Promotion 2009	Promotion 2010	Promotion 2011
Nombre d'Inspecteurs Elèves du Travail	61	81	40
Répartition interne/externe	35% internes 65% externes	21% internes 79% externes	25% internes 75% externes
Répartition par sexe	49% femmes 51% hommes	66% femmes 34% hommes	65% femmes 35% hommes
Répartition par âge	53% moins de 30 ans 47% plus de 30 ans	66% moins de 30 ans 34% plus de 30 ans	65% moins de 30 ans 35% plus de 30 ans
Répartition par niveau de diplôme	73% bac + 4 et plus 15% bac + 3 12% bac + 2	82% bac + 4 et plus 17% bac + 3 1% bac + 2	80% bac + 4 et plus 20% bac à bac + 3

Inspecteurs du travail Promotion 2010

• La promotion d'inspecteurs du travail issus de la liste d'aptitude et de la voie d'accès professionnelle était composée de 15 inspecteurs du travail en 2011.

Inspecteurs du travail Promotion 2011 VAP

La formation d'une durée de 12 semaines a été basée à la fois sur des enseignements collectifs et sur l'organisation de parcours de formation individualisés.

900 journées de formation ont été délivrées dans le cadre de ce dispositif.

En 2011, ce dispositif de formation a été baptisé par les stagiaires « La VAPTITUDE ».

Dans le cadre de la formation initiale des cadres A, 15 750 journées stagiaires ont été dispensées en 2011

1-2/ Formation initiale des contrôleurs du travail de la promotion 2010

La promotion 2010 se compose de 88 contrôleurs du travail issus principalement des concours interne et externe et de l'examen professionnel d'accès à ce corps en 2009.

Les modalités de leur formation initiale sont fixées par arrêté du 10 janvier 2005 et comportent en alternance, des périodes d'enseignement dans les centres interrégionaux de l'institut après un séminaire d'accueil de l'ensemble de la promotion au siège à Marcy l'Etoile et des périodes pratiques (stages) hors de l'institut auquel s'ajoute de la formation à distance.

D'une durée de 12 mois dont 20 semaines à l'institut, ce dispositif de formation professionnalisante prépare les stagiaires à l'exercice de leur nouveau métier.

En janvier 2011, tous les contrôleurs de la promotion ont été regroupés lors d'un séminaire d'accueil et d'intégration particulièrement apprécié au siège de l'institut.

Cette première semaine de formation est toujours un moment fort au cours de laquelle ils découvrent l'équipe pédagogique qui travaille sur le contenu de leur formation, les grands principes de la formation, les objectifs des filières de formation, la plate-forme de formation à distance, les règles régissant leur indemnisation pendant la formation, les orientations des politiques des différentes administrations centrales du ministère du travail, de l'emploi et de la santé dont celles de la Direction Générale du Travail, autorité centrale de l'inspection du travail, mais aussi les droits et obligations du contrôleur du travail, mais aussi les systèmes d'information du ministère, sans oublier, une présentation de l'histoire dudit ministère.

Les séquences suivantes se déroulent en CIF (Centres inter-régionaux de formation) et comprennent des apprentissages de culture commune et d'autres plus spécifiques liés à leur poste d'affectation dans les services déconcentrés (DIRECCTE).

Trois filières qui répondent à leurs besoins :

- sur le champ travail :
  1/ la filière contrôle en entreprise
  2/ la filière réglementation du travail
- sur le champ emploi et formation professionnelle :
  3/ la filière développement de l'emploi et marché du travail

Un maître de stage est désigné dans chaque structure par sa hiérarchie pour suivre au quotidien le nouveau contrôleur du travail stagiaire pendant sa formation initiale.

Chaque contrôleur possède un livret de liaison conçu par filière de même que le maître de stage et le responsable de formation.

Des parcours individualisés sont mis en place pour ceux qui ne peuvent pas être rattachés à une filière pendant toute cette période.

Un séminaire de clôture à Marcy l'Etoile met fin à ce cursus de formation initiale.

Contrôleurs du travail Promotion 2011

[1] non inclus la préparation au concours interne de secrétaire administrative

1-3/ La préparation aux concours

En lien avec la Dagemo, l'INTEFP met en œuvre des modules de formation préparant à différents concours et examens internes et externes du ministère du travail.

Concours de catégorie A

• Concours interne d'inspecteur du travail :

Un cycle préparatoire au concours susvisé est ouvert aux agents de catégorie B ayant 4 ans d'ancienneté dans le service public. Il a réuni en 2011 douze personnes. Cette préparation d'une durée de 18 semaines a été organisée et s'est déroulée au Centre interrégional de formation de Montrouge (cf partie « activités par CIF »). Pour le concours 2011, sur seize agents préparés, 7 contrôleurs du travail ont été reçus au concours d'inspecteur du travail ; ce résultat témoignant de la qualité de cette préparation.

1 316 journées de formation ont été délivrées dans le cadre de cette préparation.

• Concours externe d'inspecteur du travail

Dans le cadre de la charte pour la promotion de l'égalité dans la fonction publique signée le 2 décembre 2008, le ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville a décidé en 2009 la mise en place d'une classe préparatoire intégrée (CPI) au concours externe d'inspecteur du travail.

En 2010, la classe préparatoire intégrée avait accueilli 18 auditeurs pour 5 mois. La préparation aux épreuves écrites s'appuyait sur des apports méthodologiques et théoriques et sur l'organisation de plusieurs devoirs réguliers dans les conditions du concours. A chaque auditeur de la CPI était associé également un tuteur issu du corps de l'inspection du travail.

Ils ont passé le concours externe d'inspecteur du travail en 2011. 7 d'entre eux ont été admissibles puis admis à l'issue de la préparation à l'oral. Ils ont intégré la promotion 2011 des inspecteurs élèves du travail.

En 2011, la CPI était composée de 12 auditeurs qui passeront les épreuves écrites du concours en 2012.

1 528 journées de formation ont été dispensées dans ce cadre.

• Examen d'attaché principal des affaires sanitaires et sociales :

99 personnes ont suivi la préparation à l'oral du principalat d'attaché. Cette préparation repose sur un module méthodologique, un cycle de conférences et des jurys blancs.

247 journées de formation ont été délivrées dans le cadre de cette préparation.

• Professionnalisation des jurys de concours

Dans le cadre de la réforme des modalités de recrutement dans le corps de l'inspection du travail, se traduisant notamment par une révision des épreuves du concours, l'INTEFP a mis en place des formations rendues obligatoires pour les membres des jurys :

- du concours interne et externe d'inspecteur du travail
- de la voie d'accès professionnelle au grade d'inspecteur du travail
- du 3ème concours

14 journées de formation ont été dispensées pour professionnaliser les jurys de concours.

Concours de catégorie B :

• Examen professionnel d'accès au corps des contrôleurs du travail (EPCT)

Cet examen est ouvert aux adjoints administratifs justifiant de 15 ans de service public au 1er janvier de l'année d'ouverture de l'examen dont au moins 3 ans dans les services déconcentrés.

La préparation a été organisée et mise en œuvre dans les Centres interrégionaux de formations de Lille, Nancy, Nantes et Montpellier. Elle se décompose en 3 modules de 7 jours au total dont 3 jours consacrés à un jury blanc.

• Concours interne de contrôleur du travail

Ce concours est ouvert aux adjoints administratifs ayant au moins 4 ans de service public. Ces agents bénéficient de 10 jours de préparation à l'écrit et à l'oral du concours.

Cette préparation à l'instar de l'EPCT a été également organisée et mise en œuvre dans les centres interrégionaux de formation de Lille, Lyon et Nancy.

Dans le cadre de la préparation au concours interne de catégorie B, 271 journées stagiaires ont été dispensées en 2011.

• Concours externe de contrôleur du travail

En 2011, pour la première fois, a été organisée une classe préparatoire intégrée au concours externe de contrôleur du travail.

Basée sur les mêmes principes pédagogiques que la CPI d'inspecteur du travail, cette préparation a réuni, pendant 2 mois, 12 auditeurs sélectionnés sur dossier puis entretien. Ils passeront le concours externe de contrôleurs du travail en 2012.

720 journées de formation ont ainsi été dispensées dans ce cadre.

Classe préparatoire intégrée concours externe contrôleurs du travail Promotion 2011

Dans le cadre de la préparation aux concours en 2011, l'INTEFP a préparé 453 agents aux différents concours et examens, représentant 5079 journées de formation.

2/ Les faits marquants

• La formation initiale des inspecteurs du travail

En 2008, un processus de travail et de concertation pour réformer le cadre réglementaire de la scolarité des inspecteurs élèves du travail avait été engagé. Piloté par la DAGEMO, il avait associé les services centraux et déconcentrés de l'administration du travail et de l'emploi, les organisations syndicales représentées au CTPM ministériel et l'INTEFP.

Le 1er septembre 2010, 81 inspecteurs élèves ont inauguré le nouveau dispositif issu de cette réforme. Pré-affectés à l'issue du concours dans l'ensemble des régions métropolitaines, ils ont suivi, durant leur période de formation professionnelle de 15 mois, des enseignements à l'INTEFP en alternance avec des stages dans les services déconcentrés, en entreprise, en juridiction ou encore à l'étranger. A l'issue de ces 15 mois, en décembre 2011, ils ont tous été titularisés et affectés pour 6% sur le champ du contrôle de la formation professionnelle, pour 39% sur le champ de l'emploi et pour 55% d'entre eux sur le champ travail.

Ils bénéficieront en 2012 de 3 mois de formation complémentaire adaptée à leur prise de poste.

Comme tout nouveau dispositif, la formation initiale des inspecteurs du travail fera l'objet en 2012 d'une évaluation et d'un bilan à l'issue desquels des aménagements pourront être réalisés.

• La formation à distance dans le cadre de la préparation aux concours

Un important travail de conception de modules de formation à distance a été réalisé en 2011 dans le cadre de la préparation aux concours et examens de catégorie B (117 jours de conception). Sans se substituer aux modules en présentiel, ils viennent utilement compléter cette préparation par des apports méthodologiques et des exercices relatifs aux épreuves écrites comme orales.

Le dispositif complet avec à la clé 7 modules en ligne sera opérationnel au 1er semestre 2012.

3/ Partenariats

L'INTEFP a également organisé dans le cadre du RESP trois sessions inter-écoles du 7 au 11 mars 2011.

Ces sessions ont accueilli en tout 74 élèves ou stagiaires des écoles suivantes : Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (ENPJJ), Ecoles Nationales d'Application des Cadres Territoriaux (ENACT Dunkerque et Montpellier), Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire (ENAP) , Ecole Nationale des Douanes (END), Ecole Nationale des Greffes (ENG), Ecoles des Hautes Etudes de Santé Publique (EHESP), Ecole des Officiers de Gendarmerie Nationale (EOGN), Ecole Nationale Supérieures des Officiers Sapeurs Pompiers (ENSOSP), Ecole Supérieure de l'Education Nationale (ESEN), Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Police (ENSOP).

Les trois sessions organisées à l'INTEFP portaient sur les thèmes suivants :

- "la relation à l'usager : comment faire face aux comportements agressifs"
- "la lutte contre les discriminations"
- "les risques psychosociaux"

Ces sessions inter- écoles ont permis aux futurs cadres des services publics, de réfléchir, d'échanger et de se positionner sur leurs champs communs d'intervention, en mettant en perspective les moments de rencontres, de confrontations, de négociation entre les différentes professions afin de déterminer les espaces possibles de coopération, de coordination ou d'ajustement mutuel.

1/ Les principaux chiffres commentés

En 2011, le département formations continues a réalisé 9 671 jours de formation pour 2 801 stagiaires (adaptation au poste et formation continue) tant à Marcy l'Etoile que dans les centres interrégionaux de formation (CIF).

On note une baisse du nombre de jours de formation entre 2010 et 2011, excepté dans le domaine de l'emploi formation professionnelle qui progresse régulièrement (+40% entre 2009 et 2011)

Plusieurs facteurs expliquent cette baisse.

Adaptation au poste : en 2010, le nombre de jours de formation pour les parcours d'accompagnement à la mobilité fonctionnelle comprenait les journées d'accueil pour les agents et leurs référents, journées destinées à la présentation du nouveau dispositif et qui n'ont pas été reconduites pour la deuxième année d'exercice. La fermeture du CIF de Dijon ainsi que la montée en charge progressive du CIF de Montpellier sont également des éléments à prendre en compte.

Formation continue : des actions de formation, conjoncturelles en 2010 n'ont, de ce fait, pas été reconduites en 2011 : quatre séminaires d'accompagnement à la politique du travail et des sessions de qualification de personnes compétences en radio protection ; deux sessions d'échanges sur la relation à l'entreprise pour les trois pôles des DIRECCTE ; enfin dans le domaine des formations transversales et des formations techniques, le département avait réalisé en 2010 l'appui au déploiement de CHORUS et de MOSS avec un nombre de jours de formation très important et qui ne figurent plus dans l'offre 2011.

Les jours d'ingénierie de formation s'étaient considérablement accrus avec la conception du dispositif d'accompagnement à la mobilité et n'ont donc pas été sollicités en 2011.

En moyenne les stagiaires ont suivi 3,4 jours de formation soit moins que l'année précédente, à mettre en rapport avec la non reconduction des formations CHORUS et MOSS, formations avec des durées longues.

2/ Tableau récapitulatif

Formation continue

		MARCY		CIFs		Total	
		2010	2011	2010	2011	2010	2011
Relations du travail et dialogue social [1]	Stagiaires	503	294	480	471	983	**765**
	J/F	**1 618**	**1 085**	**1 505**	**1 616**	**3 123**	**2 701**
Politique emploi et formation professionnelle	Stagiaires	225	260	275	277	500	**537**
	J/F	**540**	**471**	**578**	**796**	**1 118**	**1 267**
Management et administration générale	Stagiaires	367	457	415	231	782	**688**
	J/F	**1 715**	**1 058**	**1 313**	**708**	**3 028**	**1 766**
Formations techniques	Stagiaires	418	310	7	0	425	**310**
	J/F	**2 348**	**1 292**	**28**	**0**	**2 376**	**1 292**
Ingénierie de formation	Stagiaires	335	217	43	35	378	**252**
	J/F	**1 019**	**603**	**71**	**68**	**1 090**	**671**
Encadrement DIRECTE	Stagiaires		29		0	0	**29**
	J/F		**58**		**0**	**0**	**58**
TOTAL	Stagiaires	1848	1567	1220	1014	3 068	**2 581**
	J/F	**7 240**	**4 567**	**3 495**	**3 188**	**10 735**	**7 755**

Adaptation au poste de travail

		MARCY		CIFs		Total	
		2009	2010	2009	2010	2009	2010
Mobilité	Stagiaires	81	1	296	124	377	**125**
	J/F	**435**	**4**	**3 166**	**1 611**	**3 601**	**1 615**
Prise de poste	Stagiaires	44	61	36	34	80	**95**
	J/F	**286**	**165**	**144**	**136**	**430**	**301**
TOTAL	Stagiaires	125	62	332	158	457	**220**
	J/F	**721**	**169**	**3 310**	**1 747**	**4 031**	**1 916**

3/ Les faits marquants

3.1/ Adaptation au poste

2011 a vu la consolidation du dispositif d'accompagnement à la mobilité fonctionnelle avec quatre parcours vers la section d'inspection et un parcours emploi développement local.

Le parcours d'accompagnement pôle travail renseignements conduit par le CIF de Montpellier a été revu entièrement pour répondre au plus près des besoins des agents des services renseignements ou en SCT.

Le cycle d'accompagnement à la prise de poste de l'encadrement intermédiaire a été complété par une offre d'immersion en services déconcentrés et administrations centrales.

3.2/ Relations du travail

En 2010, l'INTEFP avait lancé avec la DGT et en partenariat avec l'ANACT, un projet concernant le développement des compétences de l'administration du travail sur le champ de l'ingénierie des relations sociales avec une phase de diagnostic dans dix régions parties prenantes du projet.

L'objectif était d'identifier, d'analyser, de capitaliser et de diffuser les pratiques des services sur des champs d'intervention qui, au-delà de la seule application de la réglementation du travail, impliquent des relations et interactions avec les partenaires sociaux et les acteurs des politiques publiques.

Ce projet a abouti en 2011 à un séminaire qui a permis de restituer et partager avec les régions engagées dans la phase de diagnostic, l'analyse des modes d'intervention au regard de l'ingénierie des relations sociales.

3.3/ Emploi formation professionnelle

L'offre de l'INTEFP dans ce domaine s'est fortement enrichie avec de nouvelles formations pour accompagner les politiques de l'emploi, en particulier dans le domaine de l'appui à la mobilisation et la gestion du dispositif d'activité partielle ainsi que sur le développement des compétences pour la mise en œuvre des mesures en faveur de l'insertion des jeunes.

Sur le champ des mutations économiques, outre les formations déjà au catalogue, l'INTEFP a organisé un séminaire d'échanges et de réflexion pour les DIRECCTE et conçu une nouvelle formation pour accompagner l'évolution du dispositif d'appui aux mutations économiques.

Dans le domaine de la formation professionnelle, des formations pour appuyer le développement de l'alternance ont été mises en place ainsi que des actions à destination des services régionaux de contrôle sur le contrôle des fonds FSE.

3.4/ Formations transversales

2010 avait été l'année du déploiement de CHORUS avec un appui de l'INTEFP pour faciliter l'appropriation de cet outil de gestion. En 2011, l'effort de formation a été poursuivi pour consolider les compétences des utilisateurs, par la mise à disposition de formateurs dans les DIRECCTE et dans les structures du bloc 3 (ministères des finances, de la culture, du travail et de la santé).

Trois sessions aux techniques de négociation ont permis à des agents des trois pôles des DIRECCTE d'acquérir ou de consolider leurs compétences dans les différentes situations de négociation auxquelles ils sont confrontés dans l'exercice de leurs activités professionnelles.

3.5/ Formations techniques

Une formation à la prise en main de l'outil SINTRA (système d'information de l'inspection médicale du travail) a été conçue pour les médecins inspecteurs du travail.

Le département FC a également accompagné le ministère sur trois projet importants : le changement du système de sécurité informatique, l'initialisation du SIC des DIRECCTE avec les formations SHAREPOINT et enfin l'anticipation dès la fin 2011 du déploiement d'OFFICE 2010 et Window 7 prévu en 2012, avec la mise en place d'un dispositif de formateurs relais et la conception et la rédaction de fiches pédagogiques.

3.6/ Offre de services aux régions

Comme chaque année, l'INTEFP met à disposition des actions de formation par le biais des réseaux de formateurs dans le cadre des plans régionaux de formation.

En 2011, le département formation continue a enregistré 102 sollicitations des DIRECCTE concernant 29 actions de formation essentiellement dans le domaine travail.

1/ L'offre de services auprès des DIRECCTE

L'INTEFP vient en appui des DIRECCTE pour la réalisation d'une partie des formations inscrites dans les programmes régionaux de formation.

Les CIF sont positionnés en interface entre les DIRECCTE et le département formation continue de l'INTEFP qui produit des formations modélisées mise en œuvre par les CIF.

En 2011, le département formation continue a enregistré 102 sollicitations correspondant à 29 actions de formation modélisées ayant trait principalement au champ «Travail».

2/ La formation des agents des services d'Outre mer

En 2011, 380 stagiaires des services d'Outre mer se sont inscrits aux différentes formations proposées par l'INTEFP : formation continue, participation aux séminaires, stages obligatoires suite aux diverses évolutions des applicatifs ou politiques mises en œuvre, préparation aux concours ou examens professionnels, sans compter les inscriptions au CNED pour les préparations aux concours d'inspecteur ou de contrôleur du travail.

En matière de formation continue, le nombre total de ces déplacements est plafonné annuellement par un quota de **60** billets d'avion réparti par services.

Pour les formations obligatoires, il n'y a pas de quota.

Quelques chiffres clés

Par origine administrative des stagiaires

	Formation Continue Hors actions sur sites		Formation Concours		Parcours de mobilité		Total	
	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag
Guadeloupe	32	106	6	114	1	15	**39**	**235**
Guyane	31	89	1	2	0	0	**32**	**91**
Martinique	31	93	2	5	7	62	**40**	**160**
Réunion	43	110	22	81	1	4	**66**	**195**
Mayotte	15	49	4	13	8	46	**27**	**108**
Saint Pierre et Miquelon	2	4	1	3	0	0	**3**	**7**
Polynésie Française	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Nouvelle Calédonie	2	4	0	0	0	0	**2**	**4**
Total	**156**	**455**	**36**	**218**	**17**	**127**	**209**	**800**

Par catégorie

	Formation Continue Hors actions sur sites		Formation Concours		Parcours de mobilité		Total	
	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag
Catégorie A	76	214	10	22	13	73	**99**	**309**
Catégorie B	67	206	5	114	4	54	**76**	**374**
Catégorie C	8	20	21	82	0	0	**29**	**102**
Autre public	5	15	0	0	0	0	**5**	**15**
Total	**156**	**455**	**36**	**218**	**17**	**127**	**209**	**800**

L'offre de services en Outre mer

En 2011, les Antilles-Guyane ont sollicité l'aide de l'INTEFP tant du point de vue pédagogique que financier pour mettre en place des formations localement ou en inter-DOM.

Plusieurs formations continues ont ainsi été organisées dans leurs locaux.

• Martinique (2 actions)

Une action sur site

Un module de perfectionnement en matière de travail illégal destiné aux membres du CODAF (inspection du travail, services sociaux et fiscaux, pôle emploi, douanes) dans le cadre de l'offre de formation interinstitutionnelle qui fait suite au module d'initiation réalisé l'an dernier.

Ce stage animé par deux formateurs, membres du réseau interinstitutionnel de l'INTEFP, s'est déroulé dans les locaux de la DIECCTE en avril 2011 et a concerné **une quinzaine de personnes** pendant 3 jours.

Cette formation très dense au niveau de son contenu a été très appréciée par les stagiaires et les bilans très positifs soulignent la qualité de l'animation, son caractère interactif et le souhait affirmé de poursuivre cette formation par des modules nouveaux en 2012.

Comptabilité des entreprises et des associations - module de perfectionnement-

Une action inter-DOM

D'une durée de 5 jours, cette formation avait pour objectif de permettre aux agents d'être en capacité de maitriser les fondamentaux en matière de comptabilité des entreprises et des associations et d'utiliser l'analyse économique et financière comme aide à la décision.

Répartition des 16 stagiaires

Martinique	10
Guadeloupe	4
Guyane	2

• Guadeloupe (1 action sur site)

Comptabilité des entreprises et des associations - module d'initiation-

Les mêmes formateurs de l'action qui s'est déroulée en Martinique ont animé également cette formation dans les locaux de la DIECCTE.

Cette formation a concerné 13 agents du service régional de contrôle, d'autres agents du pôle 3E et du pôle T.

• Guyane (3 actions sur site)

Ont été organisés successivement les stages suivants :

- contrôle des équipements de travail chez l'utilisateur (3j)

- appareils de levage (2j)

Les deux groupes étaient composés d'agents de contrôle de l'inspection du travail, d'un ingénieur de prévention et d'agents de la caisse générale de sécurité sociale soit 15 stagiaires pour chacune des actions.

L'animation était assurée par un formateur de la DGT et un ingénieur de prévention.

Ces formations répondaient à des actions du plan régional santé au travail.

- transport routier –initiation-

L'objectif était de permettre aux agents de contrôle de mieux assurer leurs missions dans le secteur des transports routiers

9 stagiaires ont suivi cette formation sur 5 jours calendaires.

• Mayotte

Compte-tenu des changements organisationnels de la DIECCTE devenue, au 1er janvier 2011, un département français, l'INTEFP a contribué à la prise en charge financière partielle d'une formation bureautique pour 19 agents.

• Polynésie française

L'INTEFP a conclu une convention cadre en novembre 2011 avec la direction du travail de Polynésie Française relative à une prestation de formation au bénéfice d'agents de contrôle sur les champs de la formation initiale et continue. Sont concernés : les contrôleurs du travail, les inspecteurs du travail, l'adjoint au directeur et le directeur lui-même.

En décembre 2011, deux formateurs ont animé des modules de formation sur le contrôle de la rémunération (9 stagiaires), la méthodologie de rédaction des procédures pénales (9 stagiaires) et la méthodologie de contrôle (10 stagiaires).

Une autre convention a été signée entre l'INTEFP et le Fonds Paritaire de gestion de la formation professionnelle continue des salariés de Polynésie Française afin de dispenser des actions de formation pour une durée totale de 10 jours en mai 2011 en faveur des salariés des entreprises de droit privé et des dirigeants de ce territoire sur les problématiques suivantes :

- démarches d'évaluation des risques (bilan et approfondissement) avec 1 groupe de stagiaires
- méthodes d'évaluation des risques et élaboration du document unique avec 2 groupes de stagiaires
- sensibilisation et prévention des risques chimiques avec 2 groupes de stagiaires.

• Nouvelle Calédonie

L'INTEFP a organisé, pour un technicien sécurité de la direction du travail et de l'emploi, un parcours d'immersion de 9 jours dont l'objectif était de lui permettre d'acquérir les compétences nécessaires sur le champ »travail » en matière d'évaluation des risques dans les TPE et les PME et en matière d'équipement de travail, d'appréhender la pratique sur le terrain de la réglementation européenne notamment. Cet agent a été inscrit au salon PREVENTICA à Lyon et a poursuivi son immersion à la DIRECCTE Rhône-Alpes.

	Actions sur sites*	
	Stag	j/Stag
Guadeloupe	20	98
Guyane	30	76
Martinique	31	135
Réunion	1	3
Mayotte	1	3
Saint Pierre et Miquelon	1	3
Polynésie Française	87	795
Nouvelle Calédonie	0	0
Total	**171**	**1113**

* Y compris réunions RFO sur le site de Marcy-L'étoile (1 agent par DOM)

Par catégorie

	Actions sur sites*	
	Stag	j/Stag
Catégorie A	32	134
Catégorie B	40	142
Catégorie C	2	10
Autre public	97	827
Total	**171**	**1113**

Par origine administrative des stagiaires

	Formation continue Hors actions sur sites		Préparation concours		Parcours de mobilité		Actions sur sites		Total	
	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag
Guadeloupe	32	106	6	114	1	15	20	98	**59**	**333**
Guyane	31	89	1	2	0	0	30	76	**62**	**167**
Martinique	31	93	2	5	7	62	31	135	**71**	**295**
Réunion	43	110	22	81	1	4	1	3	**67**	**198**
Mayotte	15	49	4	13	8	46	1	3	**28**	**111**
Saint Pierre et Miquelon	2	4	1	3	0	0	1	3	**4**	**10**
Polynésie Française	0	0	0	0	0	0	87	795	**87**	**795**
Nouvelle Calédonie	2	4	0	0	0	0	0	0	**2**	**4**
Total	**156**	**455**	**36**	**218**	**17**	**127**	**171**	**1113**	**380**	**1913**

Par catégorie

	Formation continue Hors actions sur sites		Préparation concours		Parcours de mobilité		Actions sur sites		Total	
	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag
Catégorie A	76	214	10	22	13	73	32	134	**131**	**443**
Catégorie B	67	206	5	114	4	54	40	142	**116**	**516**
Catégorie C	8	20	21	82	0	0	2	10	**31**	**112**
Autre public	5	15	0	0	0	0	97	827	**102**	**842**
Total	**156**	**455**	**36**	**218**	**17**	**127**	**171**	**1113**	**380**	**1913**

3/ la formation des agents des DREAL et de l'ASN

En 2011, dans le cadre d'une convention signée avec le ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDLT) et l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN) 51 agents des DREAL et de l'ASN qui exercent les missions d'inspecteurs du travail ont reçu des formations communes sur « le métier d'inspecteur du travail ».

Ces formations visent à donner des repères, (notamment méthodologiques) aux participants à partir de la résolution de situations qu'ils sont amenés à rencontrer.

Elles se déroulent en deux temps : une première séquence sur les relations individuelles et collectives du travail et une deuxième séquence sur la santé et la sécurité au travail avec visite de chantiers.

Par ailleurs, en appui à la politique de l'Autorité de Sureté Nucléaire qui souhaite développer la professionnalisation des agents qui exercent ces missions, trois inspecteurs ont intégré à la fois, des modules relevant de la formation initiale et d'autres relevant de l'offre nationale de formation.

Deux journées de formation-action se sont déroulées dans leurs locaux parisiens :

- une journée sur l'amiante
- une autre journée portant sur le contrôle des équipements de travail .

4/ La formation interinstitutionnelle en matière de lutte contre le travail illégal

La lutte contre le travail illégal est une priorité d'action régulièrement rappelée par le gouvernement qui s'inscrit dans des plans d'actions nationaux biannuels.

L'ensemble des services de l'Etat (inspection du travail, police, gendarmerie, services fiscaux…) se mobilisent ainsi que les organismes de protection sociale pour intervenir aussi bien dans le domaine de la prévention que de la répression.

Descriptif de l'offre

Cette formation comporte deux modules généralistes de trois jours chacun :

• un module d'initiation

• un module de perfectionnement

S'y ajouteront, à partir de 2012, des sessions de spécialisation d'une journée, consacrée à des thématiques spécifiques (fraudes transnationales et fausse sous-traitance par exemple ainsi qu'un module portant sur la méthodologie de contrôle conjoint.

Cette offre est mise à la disposition de l'ensemble des agents de contrôle habilités en matière de lutte contre le travail illégal (policiers, douaniers, agents de recouvrement des URSSAF et des MSA, agents des services fiscaux, agents de contrôle de l'inspection du travail , gendarmes) mais aussi depuis 2011, aux agents de Pôle Emploi chargés de la répression des fraudes.

L'animation

Elle repose sur un réseau interinstitutionnel de formateurs issus des différentes administrations ou institutions participant à la lutte contre le travail illégal.

Ces formateurs sont désignés par leur hiérarchie et sont par ailleurs, pour la plupart, déjà formateurs dans d'autres réseaux internes.

Leur intervention en binôme affirme la volonté de porter d'une part, un regard transversal sur les organisations, les fonctionnements, les méthodes et d'autre part, de capitaliser les expériences.

Chaque binôme est constitué obligatoirement d'un agent de contrôle de l'inspection du travail et d'un agent d'un autre corps de contrôle.

Pour les formateurs, cette ouverture et cette diversification d'activité constituent un moyen supplémentaire de motivation, d'investissement professionnel, de développement des compétences et de professionnalisation.

Une charte du réseau interinstitutionnel de formateurs en matière de lutte contre le travail illégal précise les droits et obligations de ces formateurs et de l'INTEFP.

L'activité pédagogique

121 agents de contrôle ont suivi ces formations dans les centres interrégionaux de l'INTEFP représentant **367** jours de formation contre 68 agents et 155 jours en 2010.

Répartition des stagiaires

Pole emploi	6
Agents de recouvrement des URSSAF et de la MSA	20
Agents de contrôle inspection du travail	67
Gendarmes	23
CPAM/caisse des congés payés	5

Chapitre IV/ Mission Santé-sécurité au travail dans les fonctions publiques (MSSTFP)

L'activité de la Mission Santé-Sécurité au travail dans les fonctions publiques aura été marquée en 2011 en interne par :

- l'absence d'accueil d'une Promotion d'Inspecteurs santé et sécurité au travail (reportée début 2012)
- le développement d'une activité de promotion de la SST (conférences)
- la mobilisation de toute l'équipe de la Mission pour perfectionner ses activités (Organisation interne, Guides de procédures, Gestion des dossiers et des conventions, Dossiers documentaires, Vade-mecum SSTFP…).

En externe, la parution du décret du 28 juin et de la circulaire du 9 août relatifs à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique de l'état constitue l'événement majeur qui va dès 2012 emporter de nombreuses modifications pour les acteurs (ISST, Assistants et Conseillers de prévention, Membres de CHSCT, Equipes pluridisciplinaires), les activités (Fonctionnement des CHSCT) les organisations et les territoires (architecture des CHSCT).

Réforme du dispositif interministériel de professionnalisation des ISST

Développement et mise à jour de didacticiels sur la plate-forme à distance (FOAD).

Labellisation du dispositif de professionnalisation des inspecteurs et inspectrices santé et sécurité au travail (ISST). Comité de labellisation de l'Ecole de la RH de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) (Janvier).

Présentation du dispositif de professionnalisation des ISST aux membres de la Commission centrale hygiène et sécurité du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat (Octobre).

Accueil de la promotion des ISST 2011. DGAFP (Novembre) (arrivée à l'INTEFP en 2012).

Signature d'une « Convention pour le mise en œuvre de la formation des ISST ». DGAFP, Ministère du travail, INTEFP a été signée fin décembre 2011.

Formation « développement des compétences » pour les ISST sur l'Enquête accident du travail (Méthodes de l'arbre des causes et de l'entretien cognitif). Novembre.

Formation des ACMO/AdP et Membres de CHS-CT

La Mission a continué à développer son offre de formation / professionnalisation dans de nombreux départements ministériels et leurs établissements publics : Culture, Education Nationale, Enseignement supérieur, Intérieur, Justice, Santé et avec les Instituts régionaux d'administration (IRA) et les plates-formes RH des Préfectures en liaison avec les responsables des Centres interrégionaux de formation de l'INTEFP.

La proposition de dérouler les dispositifs en 3 jours + 2 jours qui permet un temps de retour sur le terrain connait de plus en plus de « succès ». Cette modalité permet aux stagiaires de revenir en formation avec des questions qui leurs sont spécifiques et optimisent ainsi les deux journées finales.

Accompagnement de projets

Professionnalisation des inspecteurs du travail des Armées (Action pénale).

Promotion de la SST dans la fonction publique (Conférences)

« Les CHS(CT) de la fonction publique. Lieu de gouvernance de la SST ? Un ressort pour le dialogue social ». Formation membres de CHS SNU-TEF. Paris (Février).

« Comprendre l'accord et ses enjeux pour agir. Vers de nouvelles méthodes d'intervention ? ». Ateliers Preventicom. Valence. Mars.

« Gouvernance de la SSTFP : un enjeu de professionnalisation ? (Re) visiter l'Accord du 20 novembre 2009 ». Ecole nationale d'administration (ENA). Cycle international spécialisé d'administration publique. Gestion des ressources humaines et management dans la fonction publique. Novembre.

« La professionnalisation de la SSTFP : opérateur de prévention primaire et modèle opératif commun de gouvernance ». Rencontres Ecole de la GRH. Institut régional d'administration (IRA). Lyon. Novembre.

Partenariats Salons Préventica

Comité de pilotage du Village fonction publique

Stand : gestion administrative et accueil des visiteurs (en liaison avec tous les services de l'INTEFP)

Jury du Prix de l'innovation (Lyon)

Animation Avant-première Préventica Strasbourg.

Organisation de conférences

« Accompagner le changement dans le cadre d'un processus de réforme administrative. DIRECCTE Basse-Normandie » (Rennes). Co-organisée avec le CIF de Nantes.

« Qualité de vie au travail et RPS conduite du changement et professionnalisation » (Lyon).

« CHS-CT dans la fonction publique. Une opportunité pour le dialogue social » (Lyon).

Organisation d'un Forum formation

« Approche globale de la SST, approche globale de la formation ? Etablissements publics de formation et SST » (Rennes).

« Approche globale de la SST, approche globale de la formation ? Etablissements privés de formation et SST » (Lyon).

Réseau des écoles de service public (RESP)

- « Entre formation professionnelle tout au long de la vie et professionnalisation durable. Une tension féconde, des dispositifs ouverts, des acteurs engagés ». Intervention devant le Groupe Développement des compétences des responsables de formation.

- Participation au Comité de lecture des référentiels activités / compétences lieutenant. Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers. (ENSOSP)

- Module Etre professionnel de son métier et cadre dans une école du RESP. Abandonner ou revisiter sa professionnalité ? (Co conception avec ENSOSP, réalisation ENSOSP)

Recherche et développement

Conseil scientifique

Conseil scientifique et technique et la Commission Recommandation BTP du Fond national de prévention (FNP) de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACP)

Colloques, congrès nationaux et internationaux

« La professionnalisation. Un champ de recherche bien pratique » Colloque Outils pour la formation, l'éducation et la prévention (OUFOREP). Nantes. Juin.

« Conflit sociocognitif, développement professionnel et Professionnalisation. Fécondation d'un humain professionnel ». VIème Colloque Questions de pédagogie dans l'enseignement supérieur (QPES). Les courants de la professionnalisation : enjeux, attentes, changements. Angers. Juin.

« Penser un Master des sciences, de l'éducation et du travail. Prémices d'une science de la professionnalisation ». Réseau national universitaire des universités préparant aux métiers de la formation (RUMEF). Avignon. Mai.

« Engendrer durablement des apprentissages professionnels individuels et collectifs. Un exemple : pré-professionnalisation et développement d'une culture de la SSTFP ». Université d'été La dimension contributive de l'entreprise à l'Apprendre tout au long de la vie. Fondation des régions européennes pour la recherche en éducation et formation (FREREF). Août 2011. Neuchâtel. Suisse.

Congrès, séminaires

« Professionnaliser durablement l'encadrement en matière SSTFP. Du déséquilibre de contrainte à la ressource interculturelle et transprofessionnelle ». 8ème congrès national du Réseau des ergonomes et préventeurs des collectivités territoriales (ResPECT). L'évaluation des risques professionnels. 5 au 7 octobre 2011.

Publication professionnelle

« Accord SSTFP du 20 novembre 2009. Un tiers facilitateur et un référentiel opératif commun ». ABC de la Santé, de la sécurité et de la prévention. Editions du papyrus.

Master 2 Professionnel (Ingénierie et conseil en formation)

Direction de mémoire pour le compte de l'Université de Rouen (UFR Sciences de l'Homme et de la Société. Département des Sciences de l'Education)

« L'intégration des jeunes en entreprise : une exigence collective à l'épreuve du vieillissement de la population active Regard sur les industries agroalimentaires de l'arrondissement de Blois ». Mémoire soutenu en juin 2011.

« L'estime de soi : Facteur d'une insertion professionnelle réussie Facteur à prendre en considération en ingénierie de formation à la recherche d'emploi ». Mémoire soutenu en septembre 2011.

Quelques données quantitatives

La Mission aura réalisé **98** conventions de formation et contribué à la sensibilisation, formation ou professionnalisation de **1613** personnes (stagiaires, auditeurs…) pour **4074** journées d'intervention. Par ailleurs, **278 000 €** de recettes ont été enregistrées ; ce montant est en progression par rapport à 2010 si l'on prend en compte l'absence de recettes liées au report de la formation des ISST sur 2012).

Effectif : 1 responsable, 1 responsable de projet (absente 5 mois), 1 assistante de formation (80 %) et 1 secrétaire.

Promotion de la SSTFP

Le site internet a connu un développement important en 2011. Il a enregistré **312547** visiteurs depuis le 16 décembre 2010 qui ont eu accès à **73** rubriques, 235 pages, **1687** fichiers à télécharger, **438** liens internet. CF. http://www.intefp-sstfp.travail.gouv.fr/

Les perspectives :

Dans la fonction publique française, l'accord du 20 novembre 2009 a eu pour incidence de faire passer le système de prévention des risques professionnels à un dispositif plus global d'amélioration des conditions de travail qui s'intéresse autant à la place singulière de l'homme et de la femme au travail qu'à la santé et à la sécurité au travail des personnes humaines afin de favoriser leur bien être tout au long de leur vie professionnelle.

Le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié le 28 juin 2011 a fixé ensuite le nouveau cadre des obligations des administrations de l'Etat en matière de protection de la santé et de la sécurité de leurs agents. A ce titre, la transformation des comités d'hygiène et de

sécurité (CHS) en comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) constitue une avancée significative pour mettre en adéquation le projet des partenaires sociaux nationaux avec les missions et moyens des instances représentatives sur le terrain en ouvrant leur champ de compétences à ces conditions de travail.

On peut penser que les comités techniques et les trois niveaux de CHSCT (Ministériel, Régional, Local) regardés en tant qu'institution et en tant que groupe d'acteurs constituent un ensemble indissociable, non hiérarchisé et interactif de construction et de production collective de la qualité du travail et de la qualité de vie au travail. Il s'agirait alors pour toutes les parties prenantes de changer de posture en plaçant le travail et son analyse au cœur des débats et pourquoi pas des controverses, et en se fixant alors dans les échanges non plus comme intention « d'intervenir sur l'autre » mais comme projet « d'agir pour, avec et malgré » un autrui significatif.

Face à cette évolution, la formation ne doit-elle pas également être interrogée quand les parties prenantes sont confrontées simultanément au double processus de transformation du mode de fonctionnement de l'instance et du rôle et des attributions de ses membres ? Pour aider les acteurs à passer ce cap, n'est-il pas nécessaire de revenir à l'activité « en actes » (le faire) plutôt que de mobiliser l'activité « en puissance » déclinée à partir du nouveau référentiel de la circulaire ? En termes de développement des compétences, dans quelles conditions alors serait-il possible d'envisager une démarche combinée entre ce qui se passe dans l'instance et ce qui se passe pour les acteurs ? Peut-être s'agira-t-il, en premier lieu, de s'attacher à professionnaliser l'instance et, en second lieu, à former ses membres dès lors qu'ils auront identifiés/construits leurs besoins dans l'action.

CIF de Bordeaux

Le CIF de Bordeaux couvre l'inter-région composée de l'Aquitaine, du Limousin, de Midi-Pyrénées et de Poitou-Charentes (4 DIRECCTE, 20 Unités Territoriales).

L'équipe du CIF se compose de 3 agents :

- Nadine Saint Gérard, secrétaire-régisseuse
- Mireille Garnier-Daill , assistante de formation
- Catherine Bouthors , responsable

BORDEAUX : le miroir d'eau

L'activité de l'année

Stagiaires	Formation Initiale Contrôleurs du Travail		Formation Continue		Préparation concours		Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			25	43			6	8	82
Catégorie B	2	11	31	41		15	4	8	112
Catégorie C				6	5	27			38
Autre			1	1					2
Total	**2**	**11**	**57**	**91**	**5**	**42**	**10**	**16**	**234**

Jours/ stagiaires	Formation Initiale Contrôleurs du Travail		Formation Continue		Préparation concours		Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			75	121			40	60	296
Catégorie B	190	1045	90	114		80	60	120	1699
Catégorie C				13	35	196			244
Autre			2	2					4
Total	**190**	**1045**	**167**	**250**	**35**	**276**	**100**	**180**	**2243**

1/ Formation initiale des contrôleurs du travail 2010/2011

Le CIF de Bordeaux a accueilli la filière « Contrôle en Entreprise (CEE) », avec un groupe de12 stagiaires.

La taille de ce groupe a permis de mieux accompagner nos collègues en laissant un temps suffisant aux approfondissements et aux questionnements interactifs.

Comme d'habitude, deux temps forts ont marqué la formation : la visite de chantier avec à Bordeaux le projet du premier éco-quartier et la tenue de l'audience pénale fictive dans les locaux du TGI où le procureur adjoint et la présidente de la 4ème chambre correctionnelle ont permis aux stagiaires de se confronter avec la réalité du monde judiciaire.

Le CIF concoure aussi au suivi de plusieurs modules pour la FICT en animant des réseaux de formateurs (Amiante, déontologie, travail illégal…).

2/ Mobilité

Le CIF de Bordeaux a accueilli 15 contrôleurs et inspecteurs du travail en « mobilité section » durant 4 semaines ainsi qu'un regroupement d'inspecteurs en mobilité pour le module spécifique sur les décisions en matière de représentation du personnel.

3/ Formation continue

Le CIF a contribué à la formation de 148 stagiaires.

2 formations ont été particulièrement marquantes, le transport ferroviaire et le stage sur le contrôle des chantiers d'amiante.

4/ Préparation concours

La préparation à l'examen professionnel (écrit et oral) nous a permis d'accueillir 47 auditeurs motivés pour un total de 311 jours.

5/ Offre de services

Les 3 régions ont bénéficié de l'appui du CIF pour réaliser leur plan de formation. Il est à noter que leur demande porte principalement sur le champ travail, sollicitant tant les actions de formation de l'offre nationale que des formations réalisées localement.

Une aide particulière a été apportée pour adapter certaines formations à des demandes locales ou trouver des intervenants sur des sujets pointus.

Cette aide porte notamment sur des formations sur le Droit pénal et la possibilité d'organiser des préparations à la participation aux audiences pour les agents de contrôles.

6/ Eléments marquants de l'année

• Groupes de travail

Le CIF de Bordeaux a poursuivi les travaux sur le « bilan à froid » de la FICT avec les collègues d'autres CIF afin de mettre en place une évaluation différée pour les promotions des 2 dernières années.

• Animation réseau

Le CIF de Bordeaux a contribué à l'animation de plusieurs réseaux de formateurs pour la formation initiale des contrôleurs du travail.

• Visite

Le CIF a eu le plaisir de recevoir dans ses locaux les auditeurs de la 31ème session de l'INTEFP, accompagnés par les collègues de la MAEI, venus dans le cadre de leur 5ème module en Gironde.

• Vie du CIF

Enfin le CIF a bénéficié d'une 3ème phase de modernisation de ses locaux avec l'acquisition de nouveaux mobiliers notamment pour la salle de détente ce qui nous permet d'accueillir dans d'excellentes conditions nos collègues.

CIF de Lille

Le CIF de Lille couvre l'inter-région composée du Nord-Pas-de-Calais, de la Picardie et de la Haute-Normandie (3 DIRECCTE, 8 Unités Territoriales).

L'activité de l'année

Stagiaires	Formation Initiale Contrôleurs du Travail		Formation Continue		Préparation concours		Adapatation au poste / Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			35	54			10	9	108
Catégorie B	1	8	25	62	1	12	8	10	127
Catégorie C			1	5	10	35			51
Autre			2	3		2			7
Total	**1**	**8**	**63**	**124**	**11**	**49**	**18**	**19**	**293**

Jours/ stagiaires	Formation Initiale Contrôleurs du Travail		Formation Continue		Préparation concours		Adapatation au poste / Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			99	159			115	96	469
Catégorie B	95	760	68	179	3	40	120	160	1425
Catégorie C			3	11	38	131			183
Autre			6	8		6			20
Total	**95**	**760**	**176**	**357**	**41**	**177**	**235**	**256**	**2097**

L'activité formation est relativement stable alors que des actions n'ont pu être réalisées, annulées sur décision ou pour défaut d'inscription.

1/ Formation initiale des contrôleurs du travail 2010/2011

Le CIF a accueilli 9 contrôleurs du travail stagiaires affectés sur les différents métiers du champ « emploi-formation professionnelle » mais aussi, pour 3 d'entre-deux, sur les RH et le service ESE.

La filière « Développement de l'Emploi et du Marché du Travail (DEMT) a mobilisé plus de 50 intervenants sur l'ensemble du cursus de janvier à fin novembre 2011.

Le CIF de Lille a participé également au groupe de travail relatif à la mise en œuvre du séminaire de clôture.

Dans le cadre de la FICT, nous avons continué à travailler sur 2 thèmes récurrents mais aussi sur un parcours pour les 3 stagiaires qui étaient « hors champ DEMT » :

- L'alternance avec des temps de restitution sur les différents stages prévus (les 2 stages « homologue », le stage « organismes partenaires » et le stage « entreprise »). Les maîtres de stage étant disséminés sur l'ensemble du territoire, il n'était pas possible de les réunir physiquement. Un courrier explicatif leur a donc été envoyé avec le livret stagiaire et nous avons communiqué sur la formation et l'alternance par téléphone et par mail
- L'individualisation par le biais notamment des 2 semaines spécifiques métiers, et aussi par un travail préalable sur les objectifs des stages en alternance (notamment pour ceux étant sur des postes « atypiques » ou étant positionnés sur 2 missions distinctes : ex FSE et mesures en alternance).
- L'individualisation des 3 personnes opérant sur le champ RH et ESE. Les 3 stagiaires, ont suivi des stages FC (à Nantes, Bordeaux et Marcy) qui étaient en relation directe avec leurs missions respectives.

Le groupe lillois a passé une semaine à Marcy pour un temps « croisé » avec la filière RTE :

Le module « Analyse des situations de travail » (AST) qui

fut l'occasion de regrouper le groupe de Lille et celui de Nancy a permis d'avoir des métiers des filières « emploi » et « RTE » représentés pour ce module qui permet, d'une part, de prendre de la distance par rapport à sa pratique professionnelle et , d'autre part , de se rendre compte des différents ressorts qui participent aux prises de décisions.

Cela a permis également de démontrer que lesdits ressorts ne sont pas différents que l'on soit sur le champ « emploi » ou sur le champ « travail ».

En filigrane, l'objectif était que les stagiaires prennent conscience que les valeurs « travail » ne sont pas en opposition avec les valeurs « emploi », mais, qu'au contraire, le socle de valeurs est commun.

Nouveauté 2011 :

Cette année, nous avons intégré dans le cursus un nouveau module sur « la conduite de projet ».

Un module en 2 temps. Un 1er temps d'apport de connaissances techniques sur la conduite de projet (définition, enjeux, étapes, rôle des participants…). Le second module sur la mise en œuvre des apprentissages du 1er module.

L'objectif final étant la conduite d'un projet, de la définition des objectifs jusqu'à sa réalisation.

Pour cette 1ère année, le projet portait sur l'organisation d'une journée « découverte des métiers d'une DIRECCTE ».

Une journée axée sur la présentation des missions respectives de chaque pôle par le biais d'ateliers où chaque service serait représenté.

Il est à noter que le projet émanait d'une demande d'une DIRECCTE qui a, pour l'instant, laissé le projet en « stand-by ».

2/ Mobilité

Le CIF de Lille a accueilli 2 parcours « mobilité section » ; le 1er groupe composé de 10 contrôleurs et 7 inspecteurs du travail a suivi la formation à raison de 4 semaines au cours de la période mars-juin, le 2ème groupe formé de 8 contrôleurs et 3 inspecteurs du travail étant présent pendant 2 semaines au cours des mois de novembre et décembre.

8 inspecteurs du travail ont suivi au cours du mois de septembre, une formation spécifique sur les décisions en matière de représentation du personnel pendant une semaine.

Le réseau « SST » a été réuni en janvier pour une mise à jour et actualisation du contenu.

3/ Formation continue (hors mobilité)

Le CIF a contribué à la formation de 187 stagiaires.

La formation sur le thème du transport aérien a été renouvelée.

Par contre, la formation sur «l'animation de la politique travail à l'attention des nouveaux DAT a été annulée faute d'inscriptions.

4/ Préparation concours

Les préparations aux concours ont constitué, comme les années précédentes, un volet important de notre activité.

Nous avons organisé 5 préparations :

- la préparation écrite du concours de contrôleur du travail (pour l'année 2010)
- la préparation à l'oral de CT
- l'oral de l'examen professionnel de contrôleur du travail 2010
- la préparation écrite du concours de CT 2011
- la préparation écrite à l'EPCT 2011

60 stagiaires au total ont bénéficié de ces préparations, représentant 218 journées de formation.

5/ Offre de services

Les 3 régions ont bénéficié de l'appui du CIF pour réaliser leur plan de formation. Il est encore à noter que la demande porte principalement sur le champ travail. Si l'offre nationale de formation est assez sollicitée, quelques modules de formation ont pu être construits en correspondance d'une demande particulièrement identifiée.

Ainsi, pour la région Nord Pas de Calais, le CIF a construit un module de formation relatif au rôle des acteurs dans le cadre de l'audience pénale, laquelle a donné lieu à un exercice qui s'est déroulé dans les locaux du CIF et pour laquelle ont été mobilisés magistrats et avocats. Notons que la formation sur le thème de l'accident mortel du travail (appui CIF 2010), mettant l'accent sur les conséquences psychologiques qu'une telle enquête peut entraîner sur l'agent, a été à nouveau inscrite dans le plan 2011.

La région picarde a quant à elle, sollicité un appui en matière pénale et plus particulièrement sur la rédaction des PV ainsi que sur la rédaction des décisions relatives aux représentants du personnel.

6/ Eléments marquants de l'année

• Prêt de salles

Le prêt de salles à la DIRECCTE Nord-Pas-de-Calais est devenu chose courante. Beaucoup de formations régionales se déroulent au CIF (24 journées de formation en 2012); de même, le CIF accueille beaucoup de réunions.

• Groupes de travail

Le CIF de Lille a participé à 3 groupes de travail, l'un sur la préparation concours (travail sur la plateforme ad hoc), animé par Marie-Cécile LIVET, l'autre sur la finalisation du « bilan à froid.

Il a également participé à l'élaboration du séminaire de clôture de la FICT .

Animation réseau

Le CIF de Lille poursuit l'animation du réseau « Transport aérien : le contrôle » ainsi que les réseaux « Environnement travail, SST et pénal » de la mobilité fonctionnelle « section » qu'il anime avec le CIF de Bordeaux. Outre la réunion du mois de janvier concernant la partie SST, les réseaux ont été réunis en octobre.

• Partenariat avec

L'IRA de Lille

Le partenariat a porté sur la programmation et réalisation de 2 formations sur le thème de la santé au travail : « la santé au travail et le document unique » et « prévenir les RPS en tant qu'encadrant », d'une part et d'autre part en organisant une intervention sur la problématique SST dans la fonction publique en formation initiale.

La Plateforme régionale d'appui interministériel à la GRH Nord-Pas-de-Calais

Le CIF a assisté à l'ensemble des réunions proposées par la Plate-forme, aux responsables de formation des différentes administrations de son ressort. Les réflexions engagées en vue de mettre sur pieds des groupes de travail n'a pas été poursuivie.

CIF de Lyon

1/ Le CIF de Lyon en quelques mots

Suite à la fermeture du CIF de Dijon intervenue fin 2012, le CIF de Lyon est devenu compétent sur les régions Bourgogne et Franche-Comté, en conservant les régions Rhône-Alpes et Auvergne. Les régions PACA et Corse ont été prises en charge par le CIF de MONTPELLIER, qui a ouvert ses portes en février 2011.

Au niveau de l'équipe, Jean SAME, assistant administratif et logistique a quitté l'INTEFP, à sa demande, pour rejoindre la D.R.J.S.C.S. au 1er juillet 2011.

Le CIF de Lyon a fermé ses portes fin 2011, après 17 années d'activité.

En quelques chiffres

Moyens	
Effectif	5 jusqu'à fin juin
Salles de formation	3

Activité	
Journées stagiaires	2368
Nombre de stagiaires	257
Ingénierie Offre de services (en jours)	70
Ingénierie pédagogique (en jours)(essentiellement FICT)	20
Occupation des locaux (accueil de stagiaires, formateurs, réunions / 220 jours ouvrés	138

2/ les éléments marquants de l'activité 2010

L'activité du CIF pour l'année 2011 a été principalement marquée par 3 événements :

- l'accompagnement apporté à l'équipe du CIF de MONTPELLIER, qui a ouvert ses portes en février 2011, pour lequel l'équipe du CIF de Lyon a apporté son appui dans sa monté en charge
- l'évolution de notre zone de compétence, avec la prise en charge des régions Bourgogne et Franche-Comté
- enfin, la fermeture du CIF, et l'affectation de son personnel sur le site de Marcy l'Etoile fin 2011.

3/ Le detail de l'activité selon les différents dispositifs de formation

3.1/ La formation professionnelle statutaire

Le CIF de Lyon a accueilli **16 contrôleurs du travail pour la promotion 2010**, affectés en section d'inspection et suivant donc la filière Contrôle en Entreprise. Cette promotion était à majorité féminine (respectivement 3 hommes et 13 femmes).

Cette promotion a terminé sa formation au CIF le 2 décembre 2011.

L'équipe du CIF a poursuivi son investissement en matière d'ingénierie du dispositif FICT, piloté par le Département Animation des CIF et la coordination pédagogique, en assurant d'une part le pilotage de la conception des contenus de formation pour la filière Contrôle en Entreprise et d'autre part la prise en charge de 5 thématiques (Action pénale, Santé et Sécurité au Travail, BTP, Mise en situation Professionnelle et Dépense publique).

Afin d'assurer l'actualisation des formations pour la promotion 2010, et travailler à la refonte de celles ci pour la promotion 2011, le CIF de Lyon a organisé **5 réunions des différents réseaux en 2011**, en liaison avec le CIF de Montpellier qui a repris en charge 4 de ces 5 thématiques.

Par ailleurs le CIF de Lyon a développé le concept FOAD relatif à la Sécurité et Santé au Travail pour les formations initiales qui se déclinent en 2 modules dont le second destiné à l'apprentissage de la réglementation sera mis en œuvre en 2012.

3.2/ L'offre de services

L'appui apporté aux quatre régions a constitué une part importante de notre l'activité puisqu'il a représenté au total 70 **journées d'appui**.

Cette année 2011 a été marquée par plusieurs évolutions importantes :

- l'accompagnement des régions **Bourgogne et Franche-Comté**, avec la nécessité de ne pas perdre la dynamique engagée par le CIF de Dijon ces dernières années. 3 réunions inter-régionales ont été organisées, alternativement à Dijon et Besançon, pour faciliter la collaboration et apporter l'appui nécessaire à la mise en œuvre des 2 plans de formation régionaux
- à noter plus particulièrement le lancement en Franche-Comté d'un projet de service autour des évolutions de fonctions des Chargés de Mission Animation Territoriale (CMAT), pour lequel notre appui a été sollicité. Cette action doit se poursuivre en 2012, par la mise en place d'un cursus de formation adapté

Pour la région Rhône-Alpes, plusieurs actions ont été initiées ou poursuivies :

Un changement de Responsable Formation, avec l'arrivée d'Isabelle MARTINEAU.

Concernant les actions programmées, peuvent être notés :

- la poursuite du **cursus BTP**, au profit des agents des U.T de la Drome et de l'Ardèche (4 modules réalisés)
- la programmation d'un cycle de formation sur les « **marché publics** », au premier trimestre
- le lancement d'une réflexion sur la programmation d'**actions rassemblant des agents de plusieurs pôles**. Deux thématiques ont été identifiées, l'une autour du risque chimique, et l'autre sur la « réussite d'une procédure pénale », qui pourraient rassembler des inspecteurs et des contrôleurs du travail, et des enquêteurs CCRF. La conception de ces actions devrait être engagée en 2012
- enfin, l'ouverture du CIF de Montpellier, qui a une compétence sur les régions Corse, Languedoc Roussillon et PACA, nous a amenés à apporter notre concours et poursuivre le suivi de deux de ces trois régions (Corse et PACA), afin de permettre à l'équipe de Montpellier de prendre pleinement cette activité à partir de juillet 2011. Deux réunions avec l'ensemble des acteurs ont été organisées à cette effet les 18 février 2011, à la DIRECCTE PACA et le 13 mai au CIF de Montpellier

3.3/ Les formations d'adaptation à l'évolution prévisible des métiers

Les actions de formation continue

Sur les 13 actions programmées, **10** se sont déroulées, ayant permis d'accueillir **113 stagiaires pour 339 jours de formation**.

A noter, la tenue de 2 sessions de formation sur la prévention des RPS, actions s'inscrivant dans le cadre de l'accompagnement du plan de prévention ministériel.

Les actions d'adaptation immédiate au poste de travail

Le dernier module du cursus mobilité filière « contrôle en entreprise », démarré à l'automne 2010 s'est déroulé en janvier, accueillant 9 des 11 participantes initiales.

3.4/ Les préparations aux concours

Les préparations aux concours ont constitué un volet important de notre activité en 2011, puisque nous avons organisé :

- les suites de la préparation aux épreuves écrites d'admissibilité du concours de contrôleur du travail, en janvier
- la préparation à l'épreuve d'admissibilité de l'examen professionnel de contrôleur du travail, en février et mars
- la préparation à l'oral de l'examen professionnel d'accès au corps des contrôleurs du travail en juin, pour 2 groupes
- la préparation à l'oral du concours interne de contrôleur du travail, en juin

Pour ces préparations, un oral blanc est organisé le dernier jour de la formation, afin de placer les candidats dans les conditions les plus proches possibles du concours ou de l'examen.

Se sont au total **67 stagiaires** qui ont bénéficié de ces actions (**282** journées de formation).

3.5/ Les partenariats

Le CIF de Lyon a poursuivi le pilotage et la coordination du module 7 du Master « Expertise et Intervention sur l'Emploi et les Ressources Humaines » conduit par la faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Lumière Lyon 2.

La convention entre l'Université, la DIRECCTE Rhône-Alpes et l'INTEFP, en cours de renégociation depuis plusieurs mois a été signée par André TIRAN, Président de l'Université Lumière Lyon 2, Miche DELARBRE, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi et André CANO, Directeur de l'INTEFP le 23 novembre dernier, dans les salons de la présidence de l'Université.

Une nouveauté cette année avec l'accueil sur le cursus de 2 professionnels de l'ANEM Algérien (structure en charge de l'accueil et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi), dans le cadre du programme de bourses d'excellence PROFAS (programme de coopération Franco Algérien, piloté par le ministère des affaires étrangères).

Ce module, animé par des intervenants internes, vise à faire travailler les étudiants sur une problématique propre à un territoire de la région, en réalisant un diagnostic et un plan d'action. Pour ce faire, un important travail est réalisé par le ou les services de la DIRECCTE (unité territoriale) concernée, et particulièrement le ou les animateurs territoriaux, afin que les étudiants puissent, sur une journée, recueillir lors d'entretiens, les éléments nécessaires à la réalisation de leurs travaux. Ceux-ci font l'objet, en fin de module et sur une demi-journée, d'une restitution en présence de l'ensemble des acteurs concernés.

C'est dans l'Ain, à Bourg-en-Bresse, que les travaux ont été effectués en 2011. Il convient de souligner la forte implication des acteurs locaux et des services de l'Unité Territoriale autour d'une problématique centrée sur la sécurisation des parcours professionnels dans l'industrie métallurgique.

25 étudiant(e)s ont été accueilli(e)s à l'INTEFP du 16 au 18 et du 23 au 24 février à Marcy l'Etoile. Encadrés par deux intervenants internes, ils ont restitué leurs travaux le 25 février au matin. L'ensemble des personnalités présentes ont une nouvelle fois salué la qualité des travaux fournis.

Mission SSFTP

En collaboration avec MSSTFP de l'INTEFP, le CIF de Lyon s'est engagé dans le projet de territorialisation de la SSTFP, visant à développer les actions de formation dans ce domaine. Des groupes de travail s'adjoignant les compétences des CIF ont été constitués d'une part pour concevoir les formations relatives aux Assistants de prévention, au Document Unique d'Evaluation et aux CHSCT et d'autre part répondre aux problématiques de Charte de formateurs, Labélisation de formation et Charte graphique.

CIF de Montpellier

1/ Le CIF en quelques mots

Le CIF de Montpellier est compétent pour les régions Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes Côtes-d'Azur et Corse. Il a été créé le 1er février 2011. Il est implanté dans le quartier de Port Marianne, à 15 mm du centre ville dans les locaux de l'École Nationale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (ENCCRF). L'inauguration a eu lieu le 17 novembre 2011 en présence des directeurs des deux écoles et de leurs agents ainsi que des personnalités du monde judiciaire et administratif.

Cette proximité permet de nouer des contacts entre les deux écoles, d'apprécier et de comparer des métiers voisins afin d'envisager l'organisation de formations communes dans des domaines de compétences partagées ou complémentaires.

Dès 2012 deux thématiques seront travaillées en commun : les risques liés aux métiers du contrôle et la défense d'un écrit administratif devant un juridiction pénale.

L'équipe est composée aujourd'hui de trois personnes :

- Laurence HENRY, assistante de formation prise de fonction le 1er février 2011,
- Madeleine DA GRACA secrétaire (régisseuse depuis le 1er mars 2012) prise de fonction le 1er août 2011,
- Christiane DUPUY responsable CIF prise de fonction le 1er février 2011.

Le CIF de Lyon : Philippe LAVAL, Dominique BARBAZZA et Jean Marie BENOIT ont accompagné l'équipe du CIF de Montpellier dans sa prise de fonction.

2/ Le CIF en quelques chiffres

MOYENS	
Effectif	3
Salles de formation	1

ACTIVITÉS	
Journées stagiaires	2 155
Nombre de stagiaires	252
Ingénierie Offre de services (en jours)	4
Ingénierie pédagogique (en jours)	7
Occupation des locaux (accueil de stagiaires/X jours ouvrés 200 jours	42

3/ Les éléments marquants de l'année 2011

Les premiers stagiaires ont été accueillis du 5 au 7 avril 2011.

L'activité s'est développée au court du deuxième semestre 2011 par la programmation d'un parcours à la mobilité pôle travail renseignements, de formations interinstitutionnelles sur le travail illégal, de modules de formation continue sur les domaines travail, emploi et ressources humaines.

4/ L'activité selon les différents dispositifs de formation

• La mobilité PTR

Dans le cadre de la formation professionnelle, avec l'appui du CIF de Lyon, le CIF de Montpellier a pris en charge l'actualisation du parcours à la mobilité P.T.R.

Au regard des bilans du parcours de l'année 2010 et des nouveaux besoins émergeants des services déconcentrés, le parcours, a été retravaillé et son séquencement a été modifié en deux modules en CIF de 4 jours chacun + 1 module filière en CIF (SCT ou renseignements) de 2 jours créant ainsi un module en alternance supplémentaire et une phase d'apprentissage accompagnée plus longue.

14 Stagiaires ont été ainsi accueillis au cours du dernier trimestre 2011.

• Les actions de formation continue

Trois actions de formation continue se sont déroulées au cours du dernier trimestre 2011 ayant permis d'accueillir 53 stagiaires pour 221 jours de formation.

Deux actions interinstitutionnelles sur le travail illégal (initiation et perfectionnement) ont également eu lieu au CIF de Montpellier.

• **l'offre de services**

Avec l'appui du responsable du CIF de Lyon, deux réunions de R.F.O. ont été organisées. Les sollicitations pour les trois régions en matière d'appui formation ont été très majoritairement portées sur des actions relevant de la politique travail auxquelles il a été répondu par la mise a disposition de modules de formation existant dans l'offre nationale : 14 et par l'assistance en maitrise d'œuvre à la conception d'actions de formation : 2.

• **Projet d'action commune franco-espagnole sur la question du détachement des salariés**

Les DIRECCTE (Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées) ont sollicité l'appui de l'INTEFP pour l'élaboration d'une action de formation sur le détachement des salariés et ce en lien avec les régions espagnoles concernées et en partenariat avec l'Ecole de l'Inspection du Travail et de la Sécurité Sociale de Madrid.

La mission des actions extérieures et internationales de l'INTEFP chargée de ce projet a organisé au cours des mois de juin et juillet deux réunions de travail, respectivement en Languedoc Roussillon et en Aquitaine auxquelles ont été associées les CIF de Bordeaux et de Montpellier.

A ce jour l'administration du travail espagnole n'a pas concrétisé sa volonté d'engager un travail sur la conception d'une formation commune.

• **Autres**

La CGPME Languedoc-Roussillon a sollicité l'INTEFP CIF de Montpellier pour la réalisation d'une intervention sur une mise en perspective de politiques emploi formation professionnelle avec les évolutions économiques pour un public mixte composé de permanents de la CGPME et d'administrateurs. Cette demi-journée s'est déroulée le 16 décembre devant 22 auditeurs.

CIF de Nancy

1/ Le CIF en quelques mots

Le centre interrégional de Nancy est implanté au centre ville, à proximité de la gare SNCF, hébergé par la DIRECCTE de Lorraine.

La zone de compétences du CIF couvre la Lorraine, la Champagne Ardenne et l'Alsace, ce qui représente au total 3 sites DIRECCTE et 10 sites ex-DDTEFP, pour une effectif proche de 800 agents.

L'équipe est constituée de 3 personnes :

- Brigitte DAUSCH – Secrétaire régisseuse
- Jean-Marie HIRTZ – Assistant de formation
- Fabienne PAGOT – Responsable du CIF jusqu'au 1er juillet 2011
- Marie-Françoise VINCENT- Responsable du CIF à compter du 1er octobre 2011

Equipé de 2 salles de formation, d'un lieu de ressources / bureautique, d'un espace détente et de 3 bureaux, le CIF de Nancy peut accueillir 2 groupes de 18 à 24 personnes

2/ Le CIF en quelques chiffres

MOYENS	
Effectif	3
Salles de formation	2

ACTIVITÉS	2010	2011
Journées stagiaires	2 133	2 796
Nombre de stagiaires	241	293
Auxquelles s'ajoutent Occupation des locaux par d'autres organismes (réunions et formation)		61 demi-journées

3/ Eléments marquants

L'activité du CIF de Nancy s'est maintenue à un niveau soutenu, avec une évolution quant à la nature des actions.

L'offre de services aux régions et à la coopération internationale, ainsi que l'ingénierie pédagogique ont marqué l'activité sur l'exercice.

4/ L'activité selon les différents dispositifs de formation

• Formation initiale des contrôleurs du travail

16 stagiaires ont suivi la session Renseignements Travail-Emploi à Nancy. Cette filière était accueillie pour la première fois au CIF de Nancy. Un rapprochement avec les agents du centre d'appel interministériel de Metz a été rendu possible, par les échanges qui se sont institués entre services.

Une session intra filière, a été construit par les CIF de Nancy et de Lille : « Analyse des situations de travail». Elle a réunit les stagiaires de la FICT à Marcy l'Etoile ce qui leur a permis de travailler en commun.

• Formation d'adaptation à l'évolution prévisible des métiers (Mobilité)

21 agents ont pu bénéficier d'une action de mobilité « Emploi et formation professionnelle », avec la mise en place pour chacun d'eux d'un parcours individualisé. Le réseau d'intervenants, fortement à l'écoute, et impliqué dans des méthodes d'apprentissage différenciées, une bonne appropriation du dispositif et des objectifs du volet alternance, par les référents, identifiés au sein des services, ainsi que la réactivité des régions pour l'accueil des agents sur leur PRF, nous ont permis de garantir, pour la majorité des stagiaires, des conditions de prise de poste et de reconversion optimales.

• Offre de services

Régions

L'offre de services orientée vers les régions s'est concrétisée par un appui à la construction et à la mise en œuvre des plans régionaux de formation. Ceux-ci ont notamment fait appel à l'offre de services développée par les réseaux de la formation continue.

Un travail continu, associant les 3 RFO, relatif à la mutualisation des besoins a également été mené et a permis à des agents de bénéficier d'une offre interrégionale.

L'évolution des services et la mise en place des DIRECCTE génèrent d'importants besoins d'accompagnement. A noter notamment le projet développé par la DIRECCTE Alsace qui s'est concrétisé avec l'appui du CIF « cycle Management et Bien Etre au travail » pour l'ensemble des cadres de proximité de la DIRECCTE Alsace.

Centre d'Appel Interministériel de Metz

Le CAI (Centre d'Appels Interministériel), a souhaité que l'INTEFP poursuive ses actions de formation continue à destination de ses agents, informateurs spécialisés travail. Pour 2011, ce sont 5 modules qui ont été conçus spécifiquement, pour des parcours de formation étalés sur 12 mois et permettant à chacun de développer ses compétences sur 6 jours consacrés à la réglementation durée du travail, Prudhommes, entreprises en difficultés, négociation collective et institutions représentatives du personnel.

Coopération Internationale
Ministère du travail du Maroc

Un accompagnement à l'Institut National du Travail et de la Protection Sociale (INTPS) de Rabat, initié en 2010. Cet appui s'est concrétisé par le lancement de méthodes de travail et la mobilisation des acteurs locaux, la conduite d'une analyse des besoins en formation, la construction concertée d'un plan pluriannuel de formation, une formation/action des agents de l'Institut, la construction/formalisation d'outils de pilotage, et de cahiers des charges, un suivi et un accompagnement à distance du projet, la formalisation complète du processus.

Accueil de formations inter-institutions

Une session de formation « Travail illégal-initiation » réunissant des agents des services de gendarmerie et de l'URSSAF a été organisée dans les locaux du CIF. Les formateurs du réseau interministériel ont apprécié la convivialité de l'accueil, favorisant ainsi l'échange inter institutions.

- **Adaptation à l'évolution prévisible des métiers**

189 agents pour un total de 579 journées stagiaires, ont bénéficié d'une action d'adaptation, par le biais de modules de formation continue. Les formations, pour la majorité, organisées autour de toutes les thématiques de nos ministères, Travail, Emploi, Formation Professionnelle et transversales : Développement économique, Management et administration générale ont reçu une forte adhésion des agents, dont 69 % sont de catégorie A.

- **Préparation concours**

46 stagiaires sont venus préparer les examens professionnels et concours internes organisés au titre des exercices 2011 et 2012 au CIF de Nancy.

CIF de Nantes

1/ présentation du CIF

Le centre interrégional de formation de NANTES couvre les régions de Basse-Normandie, Bretagne et Pays-de-la-Loire.

La conception des locaux du CIF de Nantes avec deux salles de formation, une salle de réunion, un hall d'accueil et quatre bureaux facilite les échanges et offre de bonnes conditions de travail.

L'équipe du CIF de Nantes est composée de quatre personnes :

- Brigitte GUILLARD - régisseuse et secrétaire du 01/01/2011 au 30/11/2011
- Corinne RICHARD - secrétaire du 01/12/2011 au 31/12/2011
- Martine FILALI - assistante de formation du
- Isabelle MAILLARD - assistante de formation
- Loïc POCHE - responsable du CIF

Brigitte GUILLARD a pris son poste au CIF de Nantes le 01 avril 1996, elle aura pendant 15 ans et 8 mois assurer l'accueil, le secrétariat et les remboursements des frais des stagiaires. Avec rigueur, courtoisie et une touche culturelle Brigitte a représenté avec talent, aux yeux des stagiaires et des formateurs l'image du CIF de Nantes. Brigitte est aujourd'hui à la DIRECCTE des Pays de la Loire.

2/ les indicateurs d'activité 2011

Nombre de stagiaires

	Formation Initiale Contrôleurs du Travail		Formation Continue		Préparation concours		Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A	0	0	34	47	0	0	1	0	82
Catégorie B	0	0	34	97	2	6	6	10	155
Catégorie C	0	0	0	10	0	16	0	0	26
Total	**0**	**0**	**68**	**154**	**2**	**22**	**7**	**10**	**263**

Nombre de journées stagiaires

	Formation Initiale Contrôleurs du Travail		Formation Continue		Préparation concours		Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A	0	0	175	172	0	0	20	0	367
Catégorie B	0	0	126	311	0	28	120	200	785
Catégorie C	0	0	0	31	0	72	0	0	103
Total	**0**	**0**	**301**	**514**	**0**	**100**	**140**	**200**	**1255**

L'activité du CIF c'est aussi un travail d'ingénierie :

- le suivi des modules FICT durée du travail, rémunération, avec un travail d'appui à la conception du module transports.
- l'accompagnement de la DIRECCTE de Basse Normandie sur la réflexion autour des conditions de réussite pour la mise en place d'une organisation apprenante.
- l 'accompagnement de la DIRECCTE des Pays de la Loire sur la problématique de l'inspection du travail.
- l'accompagnement des plans de formations de Basse Normandie, Bretagne et Pays de la Loire.
- la construction des formations maritimes.
- le développement de partenariat avec des acteurs régionaux IRA de Nantes, Plate Forme Interministérielle.

- dans le domaine de la coopération avec l'accompagnement de l'INTPS au Maroc et une participation au GIP INTER.

Le CIF de Nantes se caractérise aussi par ce qu'il ne fait plus. Nous n'avons pas déployé la formation initiale des contrôleurs du travail en 2011. Cette absence se traduit en chiffre, mais elle se traduit également en terme :

- de perte de repère dans l'activité. La FICT c'est un même groupe qui revient régulièrement et que nous accompagnons dans la durée. Cet accompagnement est le plus souvent source de dynamisme et de satisfaction.
- d'isolement dans le travail. La FICT c'est un travail collectif avec les autres agents des CIF, l'occasion d'échanger sur les modalités de formation, sur les contenus et sur l'animation de groupe.

L'activité du CIF de Nantes s'est traduit par 213 jours de formation et de réunion sur 400 possible soit un taux d'occupation de 54%.On notera que sur les 213 jours d'occupation nous avons mis nos locaux à disposition :

- de la DIRECCTE pour des réunions 7 jours
- du Plan Régional de Formation de la DIRECCTE 9 jours
- de la plate-forme 13 jours

3/ Les faits marquants

Nous nous attacherons ici à développer différentes activités qui ont marqué l'activité du CIF de Nantes.

- l'appui à la construction d'action de formation
- l'alternance dans les formations, mobilité
- l'organisation apprenante de Basse Normandie

• L'appui à la construction d'action pour les PRF

Le CIF de Nantes intervient auprès de trois régions en appui à la construction de leur plan régional de formation, en étroite collaboration avec les responsables de formation :

- Sophie CAHU • Basse Normandie
- Yolaine SUKALA • Bretagne
- Nathalie LEBRIS • Pays-de-la-Loire

La Basse-Normandie nous a sollicité pour coconstruire des formations regroupant plusieurs thématiques du droit du travail pour des agents de services différents avec une durée courte.

Un premier travail de redéfinition de la demande, des objectifs, du public et des contenus a permis de confirmer la pertinence de la demande.

Après avoir mobilisé nos ressources formatives issues de l'inter région, le CIF de Nantes a accompagné les formateurs dans la construction des modules.

Cette activité d'ingénierie de formation que nous pourrions caractériser de « sur mesure » correspond à la réalité des organisations et du fonctionnement actuel et des besoins qui en découlent. Les deux actions ont donné entière satisfaction.

• L'alternance dans les formations mobilité

L'alternance est une composante de la formation notamment des parcours mobilité. Les agents en formation sont en situation de travail. L'alternance n'est pas la période entre deux modules de formations, elle correspond à des périodes beaucoup plus courtes, bien identifiées, prévues et préparées autour de situations de travail problématiques.

Le retour d'expérience, les échanges avec le référent est l'autre temps fort de l'alternance.

L'alternance c'est un accompagnement qui permet un appui en situation de travail d'un agent vers l'autonomie.

Les retours des agents montrent des situations contrastés. L'entretien préalable, les grilles de compétences et les différents programmes sont autant d'outils facilitateurs mais déconnecter des organisations de travail et des situations particulières que vivent chacun des stagiaires et qui ne répondent pas à la nécessité de situer l'alternance dans son contexte. La visite sur le lieu de travail pour créer un lien entre poste de travail et formation sera une expérimentation à ouvrir.

• L'organisation apprenante en Basse Normandie

Le projet a pour objectif l'appui à la mise en place des étapes clés d'une organisation apprenante, en particulier par les adaptations nécessaires d'une telle organisation dans un cadre territorial dispersé.

L'objectif est d'agir sur le travail et son organisation afin de redonner des marges de manœuvres aux agents et aux équipes de travail. Ainsi, ouvrir des espaces qui permettent de débattre et de gérer les tensions entre ce qui est demandé (le prescrit) et ce qu'il est possible de faire (le travail réel), accompagner l'encadrement dans le renforcement d'une posture d'appui et de ressource, sont des options d'organisation qui s'inscrivent dans cette optique d'efficacité et de bien être au travail. En effet, pour faire face aux exigences, parfois nouvelles, auxquelles ils sont confrontés, les personnels de la DIRECCTE ont besoin de mobiliser des ressources et un cadre organisationnel qui facilitent et encouragent le partage de l'information, l'entraide, les coopérations au sein des équipes.

L'implication de l'INTEFP/CIF de Nantes permettra de poser un regard sur les besoins, les ressources et les modalités de formation mobilisables dans le cadre d'une organisation apprenante.

CIF de Paris

Le CIF de Paris est l'interlocuteur des régions Ile-de-France (8 départements : 1600 agents) et Centre (6 départements : 400 agents). Il constitue également une ressource en matière d'ingénierie pédagogique au bénéfice des directions d'administration centrale (1 000 agents).

L'équipe du CIF de Paris est constituée désormais de six agents.

Le responsable du CIF de Paris est également en charge du département d'animation et de coordination des CIF (DACIF), notamment en responsabilité de la conception et de la mise en œuvre dans les CIF de la formation initiale des contrôleurs du travail.

Le CIF de Paris, jusqu'alors installé à Montrouge, a été l'objet d'un sinistre ayant mis en évidence des émanations nocives (de tétrachloréthylène) dans ses locaux et ayant conduit à délocaliser dés la mi-février ses activités de formation. Ainsi, hors ses murs, dans d'autres CIF, dans des salles de location parisiennes et dans les locaux de la DIRECCTE Ile-de-France, l'équipe du CIF a assuré la quasi-totalité des actions programmées.

Dans le même temps, le bail de Montrouge arrivé à échéance n'a pas été renouvelé et donc de nouveaux locaux ont été aménagés à la Plaine Saint Denis (93). Le CIF de Paris y a pris définitivement ses quartiers en novembre 2011.

		Formation initiale des contrôleurs du travail	Formation continue	Préparation concours	Adaptation au poste/mobilité	Total
Nombre de stagiaires	en 2010	34	199	33	36	302
	en 2011	31	99	73	34	237
Nombre de jour/ stagiaires	en 2010	3230	511	1645	144	5530
	en 2011	2945	275	1496	136	4852

Formation initiale des contrôleurs du travail

Dans le cadre d'un large projet de refonte de la FICT piloté au sein du département des CIF, le CIF de Paris a largement contribué avec ses homologues à la nouvelle conception de cette formation professionnalisante et à l'animation des réseaux de formateurs mobilisés.

Le CIF de Paris a mis en oeuvre en 2011 la totalité du cursus de la « filière contrôle en entreprise », au bénéfice de 31 stagiaires répartis en deux groupes. La taille de ceux-ci , comparée à celle de l'an passé :16 contrôleurs stagiaires contre 25 en 2009 permet dorénavant un meilleur apprentissage, particulièrement lors des travaux d'application (lecture de bulletins de salaire par exemple) et un plus grand suivi de l'alternance.

Ces dispositifs ont par ailleurs généré pour le CIF (et le DACIF) plus de 700 jours consacrés à l'ingénierie (réunions, animation de réseaux, conception de modules, …).

Offre de services

Le CIF apporte son concours pour la mise en œuvre des plans régionaux de formation des régions Ile-de-France et Centre. L'appui aux régions s'est également porté en 2011 sur l'accompagnement formation des démarches de fusion des services d'Inspection du Travail et la mise en place des DIRECCTE.

Plus de 300 jours d'appui (ou d'ingénierie) ont été consacrés à ces deux aspects de l'offre de services du CIF.

Adaptation à l'évolution prévisible des métiers

• Adaptation immédiate

L'accueil des nouveaux arrivants dans les services (essentiellement des attachés d'administration) fait l'objet d'une formation de 4 jours proposée par le CIF avec pour objectif d'appréhender l'environnement professionnel et d'acquérir une connaissance générale des politiques du ministère. Ont ainsi été formés 34 nouveaux collègues.

Ces parcours, constamment actualisés, ont fait l'objet d'une trentaine de jours d'ingénierie.

• Formation continue

Au titre de l'offre nationale, le CIF met en œuvre un volume de stages en nette diminution par rapport à l'année 2009.

• **Préparation aux concours**

Depuis 2001 le CIF de Paris organise chaque année, au plan national, le cycle préparatoire au concours interne d'inspecteurs du travail. D'une durée de 18 semaines à plein temps (jours/formation). Cette préparation est ouverte aux 12 candidats préalablement reçus au concours d'accès à ce cycle.

Les résultats du cycle 2010 au concours interne IT 2010 montrent que sur les 9 postes offerts au concours, 7 (et parmi eux les 3 premiers) ont été pourvus par les « cyclistes ». 8 des 12 « cyclistes » 2011 sont admissibles au concours interne offrant 7 postes.

Partie 2

Les actions européennes et internationales/ Partenariats et dialogue social

Rapport d'activité **2011** INTEFP

Le RESP

L'INTEFP est membre du Réseau des Ecoles de Service Public (RESP) depuis sa création. Après avoir assuré la présidence en 2010, celle-ci a été confiée en 2011 au directeur de l'IRA de Bastia.

Dans le cadre du RESP, un certain nombre d'actions de formation ont été réalisés.

Au titre du «Développement des compétences», l'INTEFP a mis en place deux stages de formations continues sur le thème de l'ingénierie de formation en initiation rassemblant une trentaine de stagiaires provenant de différentes écoles. Ces modules d'une durée de trois jours permettent aux nouveaux arrivants sur un poste de responsable de formation de définir l'ingénierie de formation, d'analyser les besoins, de formaliser un cahier des charges, mettre en oeuvre un projet de formation, et d'en évaluer le contenu.

Au titre des «Ateliers du service public», l'INTEFP a proposé deux ateliers consacrés d'une part aux Risques psychosociaux dans la fonction publique, d'autre part à l'évolution de la gestion prévisionnelle des ressources humaines dans la fonction publique. Ces actions s'inscrivent dans les logiques de réciprocité organisationnelle et de collaborations pédagogiques entre écoles membres du RESP. Les thèmes s'inscrivent dans une approche interprofessionnelle permettant de mieux connaître les enjeux et mode de fonctionnement des autres institutions.

Le Cycle Inter-institutions de Management Supérieur

L'INTEFP participe à la co-construction de ce cycle avec 8 autres écoles de service public. Le 16ème cycle, a réunit sur 14 jours de formation les cadres supérieurs des différentes administrations qui ont confronté leurs pratiques et expériences de management des services.

Le RiiFT

Le Réseau International des Institutions de Formation dans le domaine du Travail (RiiFT) regroupe dix membres nationaux provenant principalement de l'Union européenne et du Sud de la méditerranée : l'Institut National du Travail (Algérie), le Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (Belgique), l'Ecole de l'Inspection du Travail et de la Sécurité Sociale de Madrid (Espagne), l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (France), TELA - Territorio Europa Lavoro - (Italie), l'Institut National du Travail et de la Protection Sociale (Maroc), le Centre de Formation de l'Inspection Nationale du Travail (Pologne), l'Autorité pour les Conditions de Travail (Portugal), le Centre de Formation et de Perfectionnement de l'Inspection du Travail de Roumanie, l'Institut National du Travail et des Etudes Sociales (Tunisie), et au titre d'organisations internationales, le Centre Arabe pour l'administration du travail (ACLAE), le Centre Régional Africain d'Administration du Travail (CRADAT), LAB/ADMIN du Bureau International du Travail, et le Centre International de Formation de l'OIT de Turin.

Conçu comme un lieu de réflexion sur les politiques et stratégies de formation, le RIIFT fonctionne sous la forme de rencontres d'échanges organisées à tour de rôle par les institutions membres.

La 15ème rencontre du RIIFT s'est déroulée les 19 et 20 septembre 2011 sur le thème des nouvelles technologies d'information et de communication appliquées à la connaissance et à la formation des inspecteurs du travail et des cadres techniques de sécurité et de santé au travail. Le programme, les productions ainsi que les participants de ces rencontres sont accessibles sur le site du réseau : http://riift.itcilo.org/activities/rencontres

La coopération internationale

L'activité de coopération internationale de l'INTEFP s'est inscrite dans le cadre des programmes de coopération bilatérale et multilatérale du GIP International, en contribuant surtout avec les autres membres du groupement dans le champ du Travail (DGT, ANACT) à la mise en œuvre des programmes pluriannuels conclus avec les différents pays partenaires : Maroc et Tunisie pour le Maghreb ; Bénin, Gabon, Sénégal, Togo pour l'Afrique francophone, Albanie, Serbie pour les pays d'Europe Centrale et Orientale.

Les actions portent principalement sur la conception et la mise en œuvre de dispositifs d'appui au développement des compétences des agents de l'inspection du travail et plus largement des administrations en charge du travail des pays partenaires.

Au Maroc, l'appui au plan redynamisation de l'Institut National du Travail et de la Prévoyance Sociale (INTPS) par le renforcement des compétences de l'équipe pédagogique, dotée en septembre 2011 d'une nouvelle direction, la mise en place d'un système de management de la formation (correspondants de formation), l'appui à l'élaboration d'actions de formation portées par des réseaux de formateurs (dans les domaines de la conciliation des conflits collectifs et des Institutions Représentatives du Personnel).

En Tunisie, le programme d'accompagnement de la Direction de l'Inspection Médicale du Travail et de la Sécurité au Travail, piloté par la DGT avec l'appui de l'INTEFP, devrait être débouché, après une période d'interruption liée aux changements politiques, sur la finalisation en 2012 d'un guide des risques professionnels dans le secteur du BTP et la mise en place d'unités de contrôle SST BTP.

L'année 2011 a permis également

- de poursuivre conjointement avec la DGT l'appui à l'élaboration d'une méthodologie de visite de l'inspection du travail dans l'agriculture en Albanie, de réaliser une mission et un accueil avec la Serbie, sur deux axes de coopération, la lutte contre le travail illégal et l'amélioration des conditions de travail et la prévention des risques professionnels
- de poursuivre, sous la forme de missions, des actions de formation action des agents de l'inspection du travail dans le domaine de la prévention des risques professionnels à travers des approches sectorielles et/ou par risques (Bénin, Sénégal, Togo)
- de finaliser par une mission avec le Ministère du travail du Gabon un programme ambitieux d'appui à la mise en place de deux inspections du travail spécialisées dans le secteur pétrolier et le secteur forestier.

Au plan multilatéral, l'année 2011 a également permis d'élaborer le plan de travail prévisionnel de la deuxième phase du programme ADMITRA du BIT pour lequel contribue activement le GIP International et ses membres, en lien avec le Centre de formation de Turin sur deux volets qui seront mis en œuvre à partir de 2012 : une recherche action visant au renforcement de la capacité d'intervention de l'administration et de l'inspection du travail dans l'économie informelle (avec comme pays partenaires le Mali, Sénégal, le Togo, le Maroc), la révision des programmes de formation des inspecteurs et contrôleurs du travail (Burkina Faso, Sénégal, Togo).

La session nationale

Depuis 1986, les sessions nationales de l'INTEFP offrent aux partenaires sociaux et aux acteurs publics un cadre privilégié de dialogue qui entend contribuer au débat social et enrichir les problématiques économiques et sociales, porteuses d'une dimension prospective. Les sessions nationales se déroulent sur un cycle de 5 semaines, proposent un processus collectif d'échanges et de réflexions, sans lien direct avec un enjeu de décision ou de négociation, puis un colloque de clôture et une publication.

La 31ème session nationale s'est déroulée tout au long de l'année 2011 sur le thème « Entreprises contemporaines et réalités du travail : vers de nouvelles conditions de richesses ? », et une large mise en perspective de la thématique autour des évolutions que connaissent les entreprises ces deux dernières décennies, des conséquences sur le travail, et des modes d'actions possibles face à l'impact de ces transformations, notamment par l'investigation de différentes pratiques observables et innovantes en France et à l'étranger. Avec une orientation internationale affirmée, la session a donné lieu à deux déplacements d'études au Canada (Québec) et en Suède.

A travers leurs réflexions, les 30 auditeurs de la session ont cherché à mieux :

- caractériser l'évolution des modèles économiques des entreprises contemporaines, leurs modes de gouvernance leurs structures, leurs pratiques managériales,
- identifier les impacts sur le corps social de l'entreprise, l'organisation du travail et les salariés,
- appréhender, à travers l'analyse du travail réel, les enjeux d'une prise en charge des contradictions, des tensions et des conflits d'intérêts au sein des entreprises, situer le rôle, la place, la légitimité des différentes parties prenantes,
- organiser échanges et débats sur le renouvellement des termes du dialogue social susceptibles d'accompagner les mutations à venir.

La restitution de leurs travaux s'est déroulée lors des ateliers de l'INTEFP, organisés le 15 mars 2012 au Conseil Economique, Social et Environnemental.

La conception et la mise en œuvre de la session ont bénéficié de l'appui des membres du Conseil Scientifique par l'INTEFP : Michel BOUTON, Association des Auditeurs de l'INTEFP, Thibaux DAUDIGEOS, Enseignant-Chercheur à Grenoble Ecole Management et chercheur associé à l'Institut Français de Gouvernement des Entreprises (IFGE), Corinne DEQUECKER, Maître de Conférence à Sciences Po Paris, Jean-Louis FORNARO, Directeur du Travail, François GUERIN, Consultant, ex Directeur technique et scientifique de l'ANACT, Pascal LEVET, Directrice scientifique et technique de l'ANACT, Christian Du TERTRE, Professeur en sciences économiques à l'Université Paris Diderot et Pierre-Eric Tixier, Professeur des Universités, Centre Sociologique des Organisations – Sciences Po Paris.

Le projet Eurodétachement

De décembre 2010 à décembre 2011, six administrations du travail (belge, espagnole, française, luxembourgeoise, polonaise et portugaise) ont mis en place un projet de formation commune de leurs agents, afin d'améliorer leurs coopérations dans le cadre de l'article 4 de la directive 96/71/CE relative au détachement des travailleurs.

Elles ont pour cela constitué un premier réseau relais européen d'inspecteurs du travail, en charge de diffuser les bonnes pratiques de coopération au sein de leurs organisations tout en développant la capacité des participants à coopérer entre « pays d'accueil et pays d'envoi ».

Ce projet a été porté par l'INTEFP en partenariat avec l'association ASTREES.

La conception partagée des modules de formation, l'organisation de « périodes d'immersion » pour les

participants, la supervision de leurs travaux ont créé une dynamique d'échanges autour des questions clefs rencontrées par ces Etats membres dans les processus de coopération administrative et leur ont permis de travailler sur les cadres managériaux et opérationnels pour mieux les structurer.

La mise en œuvre de la formation et ses productions ont suscité une dynamique commune qui a permis de renforcer la confiance entre les administrations concernées et la volonté de soutenir durablement « l'effet réseau » engagé.

Le cursus de formation commune de 30 inspecteurs du travail (6 délégations de 5 inspecteurs du travail par pays) visait, au-delà des apports de connaissance, à professionnaliser ces agents à partir de l'analyse des pratiques de coopération ; il a traité du fonctionnement des bureaux de liaison, de la qualité des échanges d'information et des besoins des acteurs de terrain en s'appuyant sur 4 objectifs pédagogiques :

1 - Développer une compréhension partagée des enjeux économiques et sociaux attachés aux prestations de services transnationales et au détachement des travailleurs

Apports de connaissance ou d'expérience : représentants des partenaires sociaux européens, de la Commission européenne, travaux universitaires conduits sur le détachement, au plan européen.

Échanges entre les participants et avec les agents des administrations du travail accueillantes lors des périodes d'immersion.

Études documentaires, articles et contributions mises à disposition par le comité de pilotage et l'équipe opérationnelle du projet.

2 - Conforter la dynamique de coopération administrative par une meilleure connaissance mutuelle des administrations du travail et des services concernés

A partir de situations concrètes, présentation des modalités d'intervention, du cadre juridique national en matière de détachement des travailleurs, de l'organisation et des moyens juridiques de chaque administration du travail.

Opérations conjointes de contrôle sur le terrain dans les périodes d'immersion et analyse partagée des suites réservées à ces contrôles.

3 - Formaliser des éléments de méthode à partir des expériences déjà conduites

Productions réalisées par l'ensemble du réseau d'inspecteurs du travail et des membres du comité de pilotage.

4 - Partager et diffuser les éléments de méthode entre les différents Etats membres de l'Union européenne : Séminaire final avec une participation élargie aux représentants de l'UE 27 (14 pays représentés).

Les méthodes et outils élaborés au cours du projet ont abouti à la création du site EURODETACHEMENT, « centre ressource » sur le détachement des travailleurs : http://www.eurodetachement-travail.eu/ qui a la particularité d'être conjointement administré par les 6 Etats membres et est diffusé en 5 langues. Il comporte :

- **Un espace accessible à tous les publics** (14 500 visiteurs après 3 mois d'existence, 177 fichiers à télécharger, 57 liens publiés.)
- **Un espace réservé aux professionnels** (360 visiteurs 168 fichiers à télécharger : fiches méthodologiques entièrement conçues de manière conjointe par les participants et validées en comité de pilotage23 liens publiés).

Partie 3

Fonctions supports

Rapport d'activité 2011 INTEFP

Secrétariat Général

Le secrétariat général de l'Institut National du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle est structuré en 4 départements:

- Le département des ressources humaines,
- Le département finances,
- Le département logistique,
- Le département informatique.

L'agence comptable bien que ne faisant pas partie du secrétariat général lui est cependant rattachée.

30 agents travaillent au quotidien pour assurer le fonctionnement de l'établissement.

Leurs compétences sont variées ce qui constitue la richesse des équipes qui le composent.

Au service de tous les départements et services constituant l'INTEFP, ils doivent répondre avec réactivité aux demandes qui leur sont faites.

La plupart des actions ou chantiers entrepris demande l'implication de plusieurs services du secrétariat général.

A titre d'exemple le déménagement et l'installation du nouveau CIF de Paris a nécessité l'intervention de tous les départements du secrétariat général tout au long de l'année 2011, au travers des actions touchant aux marchés publics, à l'informatique, à l'achat de mobilier, aux procédures de départs et de remplacement des agents, aux travaux quels qu'en soit la nature….

L'activité de l'année 2011 qui a été très chargée du fait de l'actualité se caractérise notamment par :

Dans le domaine des ressources humaines

- la mise en œuvre d'un plan de formation ambitieux auquel 75% des agents ont participé,
- la délivrance à compter du 1er janvier 2011 de bulletins de paye aux intervenants : 1011 bulletins de paye délivrés à 625 intervenants.

Dans le domaine des finances

- l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'action s'inscrivant dans le cadre de la démarche de contrôle interne comptable et financier,
- le lancement de l'étude relative à l'assujettissement de l'Institut à la TVA,
- le démarrage de l'inventaire physique et comptable : près de 7 000 biens inventoriés,
- la poursuite de l'analyse des coûts nous permettant de rendre compte à la tutelle mais aussi d'orienter notre politique d'achats et de mieux contrôler la dépense publique.

Dans le domaine de la logistique

- la mise en œuvre du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière : impliquant la fermeture des CIF de Dijon et de Lyon et le déménagement du CIF de Paris affichant un montant total de travaux de 433 362 € dont 356 206 € en 2011,
- la poursuite des travaux d'extension et de rénovation du restaurant,
- la rénovation du centre ressources documentaire qui n'avait jamais fait l'objet de travaux depuis son ouverture en 1980 offrant ainsi de meilleures conditions d'accueil et de travail aux stagiaires, notamment au travers d'équipements informatiques performants et aux agents y travaillant,
- le renouvellement du marché de restauration attribué à un nouveau prestataire à compter du 1er janvier 2012.

Dans le domaine de l'informatique

- l'équipement des CIF de Paris, Montpellier et Nancy, de la salle D et du centre ressources documentaires à Marcy l'Etoile.

Avec 1 851 000 €, 2011 affiche une dépense d'investissement historiquement élevée (1 039 000 € en 2010).

Cette somme se décompose en :

- 1 182 000 € de dépenses consacrées au chantier d'extension rénovation du restaurant,
- 669 000 € de dépenses d'investissement courant (460 000 € en 2010)

Le secrétariat général a assuré la préparation et le suivi de 4 Conseils d'Administration, 6 réunions de CTPC, 4 réunions de CCHS.

[1] *1 même agent pouvant suivre plusieurs actions de formation.*

l'Agence comptable

L'agence comptable est composée de 3 personnes, 1 agent de catégorie B et l'agent comptable à temps plein et 1 agent contractuel à temps partiel pour l'archivage et le classement.

Les missions de l'agence comptable sont les suivantes :

- la tenue de la comptabilité et l'animation et le contrôle du réseau des régisseurs,
- la conservation des fonds et des valeurs ainsi que les pièces justificatives,
- Production des comptes auprès de la Cour des Comptes.

L'agence comptable est le dernier maillon de la chaîne des processus de dépenses et de recettes. A ce titre, elle procède au visa des pièces comptables transmises par les services Budget Finances et Ressources Humaines en vue de payer les dépenses et de recouvrer les recettes.

Une des activités importantes de l'agence comptable est la gestion des régies situées à Marcy l'Etoile et dans les Centres Interrégionaux de Formation (CIF).

Une réunion pour les régisseuses des CIFs a eu lieu le 10 Mai 2011 au CIF de Lille pour faire un rappel sur des points réglementaires ainsi que sur les règles de fonctionnement de la comptabilité des régies. De plus, une formation initiale à la comptabilité générale a été dispensée.

En 2011, suite à des demandes de mutation et de réussite à un concours, 3 régies ont été clôturées : celles de Montrouge en Avril 2011, Nantes et Lille fin Novembre 2011.

Au 31 Décembre 2011, les 3 régies actives sont celles de Marcy l'Etoile et des CIFs de Bordeaux et Nancy.

La régie du service Accueil Vie Collective de Marcy l'Etoile gère l'encaissement en espèces des hébergements et le paiement de menues dépenses liées au fonctionnement de l'Institut.

Les régisseuses en CIF règlent les indemnités de stage et les frais de déplacement des stagiaires en formation initiale ou continue.

Le rôle de l'agence comptable est de contrôler l'exactitude des remboursements effectués et de provoquer la reconstitution de l'avance mise à disposition pour les dépenses.

REGIE	Montant total des dépenses en 2010
BORDEAUX	70.359,60 €
LILLE	40.416,44 €
MARCY	201,95 €
NANCY	65.708,73 €
NANTES	56.961,75 €
PARIS	13.027,91 €

Les chantiers de l'agence comptable en 2011 sont les suivants :

- à la demande du service Budget finances, participation à l'élaboration du guide des frais de déplacement à l'usage du personnel
- mise en œuvre à compter de Janvier 2011 des bulletins de paie au profit des formateurs occasionnels en lien avec les services Ressources Humaines, Budget Finances et la Direction des Etudes
- mise en œuvre de l'inventaire physique et comptable des biens meubles en lien avec le comptable matière du service Moyens Généraux (MGX)
- poursuite des dernières étapes de la mise en œuvre du contrôle interne sur les frais de déplacement des Inspecteurs Elèves du Travail.

Ressources Humaines

Le département des ressources humaines (RH) est composé de 5 personnes :

- 2 personnes chargées de la gestion statutaire (statuts, gestion administrative, formation et action sociale) : un responsable et un gestionnaire de personnel
- 2 personnes chargées de la paie : un responsable et un gestionnaire de paie
- 1 chef de département qui assume également les fonctions de secrétaire général.

1/ Formation du personnel

Les besoins de formation ont été identifiés lors des entretiens professionnels.

Ils sont inscrits dans le plan de formation de l'INTEFP avec des priorités résultant des orientations ministérielles, de la direction et des chefs de département.

Le plan, validé en CTPC a été mis en œuvre tout au long de l'année 2011, des modifications pouvant être apportées dans le cadre d'une commission de suivi issue du CTPC.

Les principaux éléments de bilan sont les suivants :

- Budget initial de 50 000 € pour un montant réalisé de 57 761 € en tenant compte , d'une part des crédits de 2010 reportés sur 2011 et, d'autres part de crédits permettant de répondre à des besoins complémentaires validés par la commission de suivi du CTPC,
- 77 agents sur un effectif total de 102 (flux) ont suivi une formation, soit 75%.

70% des agents de catégorie A, 79% des agents de catégorie B et 77% des agents de catégorie C ont suivi une formation,

- le nombre de jours de formation total s'élève à 299
- la moyenne de jours de formation s'établie à 3.88. Elle se décompose en 4.27 jours pour un agent de catégorie A, 4.89 jours pour un agent de catégorie B et 2.33 jours pour un agent de catégorie C.

Les domaines de formation varient selon les catégories : bureautique, management, gestion de projet, ingénierie pédagogique, gestion de groupes, marchés publics…

2/ Action sociale

En 2011, l'INTEFP a consacré 41 928 € aux dépenses d'action sociale au profit de son personnel.

Une subvention de 18 000 euros a également été attribuée à l'association INTerlude qui est ouverte tant au personnel de l'INTEFP qu'aux inspecteurs élèves du travail en résidence à Marcy l'Etoile.

3/ Suivi de la masse salariale

Comme en 2010, un suivi efficace et permanent des dépenses de masse salariale par le biais d'indicateurs et d'outils de reporting pertinents et partagés avec la tutelle s'est déroulé tout au long de l'année.

Les dépenses totales de rémunération s'élèvent à **5 487 819 € soit un taux d'exécution de 97%**.

4/ Les effectifs

Les effectifs **physiques présents** sont les suivants :

- au 1er janvier 2011: 34 A, 31 B et 28 C, auxquels s'ajoutent 1 agent mis à disposition, et 1 contractuel occasionnel soit 95 agents au total dont 94 rémunérés.
- au 31 décembre 2011 : 33 A, 34 B et 25 C, auxquels s'ajoute 1 agent mis à disposition et 1 contractuel occasionnel soit 94 agents au total dont 93 rémunérés.

Sur l'année l'effectif moyen rémunéré s'élève à 91.45 ETPT.

5/ Les départs

Origine	Départ	Noms
Marcy l'Etoile	**Direction**	André CANO
	Direction des études	Jean Daniel CRISTOFORETTI
	Secrétariat général (RH)	Sylvie BERTRAND
	Direction des études (FSCP)	Christelle GROSS
	Secrétariat général (logistique)	Isabelle DARGERE
CIF	**CIF Paris**	Douceline HAUSSOULLIER Lucie CAILLET Aïcha DJELLOULI Denis CHARON Viviane PRIOL
	CIF Lyon	Jean NKONGO SAME
	CIF Dijon	Dominique LEVEQUE Jérôme NGUYEN THEM Jean Marie OLIVE
	CIF Lille	Mary LAMBLIN
	CIF Nantes	Brigitte GUILLARD
	CIF Toulouse	Jocelyne ASSEMAT
	CIF Nancy	Fabienne PAGOT

6/ Les arrivées

Lieu de travail	Affectation	Noms
Marcy l'Etoile	**Direction des études (FSPC)**	Yann Gaël JAFFRE Fabienne VOLAY
	Direction des études (MSST)	Pascale PEYRET
	Secrétariat général (RH)	Valérie DUQUESNE
	Direction des études (Pôle appui ressources)	Nathalie CHEBANCE
CIF	**CIF de Paris**	Gilles POLART Aline BOUTAILLIER
	CIF de Montpellier	Christiane DUPUY Laurence HENRY Madeleine DA GRACA
	CIF de Lyon	Dominique BARBAZZA Auparavant mis à disposition à l'INTEFP par la DIRECCTE Rhône-Alpes
	CIF de Nantes	Martine FILALI-NAJI Auparavant mise à disposition à l'INTEFP par la DIRECCTE Pays-de-la-Loire Corinne RICHARD
Total	13	

Département finances

Le Département Finances est composé du service "Achats Publics" et du service "Budget Finances". Piloté par le Chef du département, et en lien avec les services, le Département Finances :

- construit le budget avec les services gestionnaires et le met en œuvre
- s'assure que les achats sont faits dans le respect du code des marchés publics
- veille à maîtriser la dépense tout au long de l'année, dans les limites de ce budget
- élabore des procédures et les diffuse pour améliorer la qualité de la gestion
- prend une part active à la préparation de certaines décisions soumises au vote du Conseil d'Administration.

Le service Achats Publics

1/ Présentation du service

Le service Achats Publics est composé de 2 personnes à temps complet.

Il est chargé de procéder aux publicités et aux achats dont le montant est supérieur à 20 000 € HT, pour leur partie administrative/juridique (mise en œuvre des procédures d'achat, rédaction des documents administratifs).

Il met à disposition de tous les départements et services de l'INTEFP des documents types pour les achats dont le montant est inférieur au montant précité.

Il maintient à jour le corpus des règles de l'achat public et s'assure de son appropriation par les services gestionnaires.

Il est chargé du suivi administratif et financier des marchés publics supérieurs à 20 000 € HT, et notamment de la vérification des factures émises par les titulaires de ces différents contrats.

2/ Recensement de quelques marchés publics

Les achats formalisés les plus marquants réalisés et conclus au cours de l'année 2011 sont les suivants (montants HT sur la durée maxi du marché) :

- gardiennage du site de Marcy l'Etoile (538 K €)
- nettoyage des hébergements du site de Marcy l'Etoile (334 K €)
- travaux d'aménagement du nouveau CIF de Paris (St Denis, 264 K €)
- remplacement des armoires électriques de deux bâtiments d'hébergement (68 K €)
- traduction/interprétariat dans le cadre d'un projet cofinancé par l'UE (67 K €)
- formation aux risques psychosociaux (40 K €).

Le service budget finances

Pour assurer ses missions, le service est composé de six personnes (dont deux agents de catégorie B)

Le service Budget Finances assure les missions suivantes :

- préparation et exécution budgétaire de l'établissement public (nomenclature comptable M9-1),
- indemnisation des stagiaires de la formation continue pour le compte de tout le ministère (administrations centrales et services déconcentrés),
- indemnisation des stagiaires (contrôleurs du travail stagiaires) et des élèves (inspecteurs élèves) en formation initiale,
- comptabilité fournisseurs, mise en paiement des factures,
- comptabilité clients, mise à l'encaissement des recettes,
- interface avec l'agence comptable.

Comme chaque année, plus de 11 500 factures et états de frais de déplacement ont été mis en paiement, aussi bien par le service que les régies en CIF.

Quelques actions menées en 2011 particulièrement marquantes du service :

- rédaction du projet d'arrêté (à publier courant 2012) portant régime d'indemnisation des IET au titre des frais de séjour
- réalisation du bilan financier du projet européen euro-détachement financé par l'UE
- rédaction du guide des frais de déplacement à l'usage du personnel
- opérations préparatoires à l'assujettissement de l'INTEFP à la TVA.

Quelques masses financières de l'établissement :

	Dépenses 2011
Fonctionnement hors personnel permanent	9 185 976
dont frais de déplacement	3 744 490
dont rémunération des formateurs	1 383 681
Personnel permanent	5 487 819
Total dépenses fonctionnement	**14 673 795**
investissement	1 851 000
Total des dépenses (y compris non décaissables)	**16 524 795**

	Recettes 2011
Subvention DAGEMO	14 500 000
Autres ressources	1 293 370
Total recettes fonctionnement	**15 793 370**
Investissement	0
Total des recettes (y compris non encaissables)	**15 793 370**

Le fonds de roulement a été partiellement utilisé pour financer des dépenses d'investissement, ce qui explique que les recettes ci-dessus ne couvrent pas exactement le total des dépenses.

Département Logistique

Le Département Logistique est composé de deux services :

- Le service Accueil et Vie Collective composé de 3 agents gère les questions relatives à l'hébergement, la restauration et assure les missions d'accueil des résidents.
- Le service des Moyens Généraux, composé de 6 agents, assure la maintenance des locaux du site de Marcy et des Centres Interrégionaux de Formation, du parc automobile, de la reprographie, le transport des résidents.

Le chef du département logistique est en plus de la supervision et de l'animation de ces deux services, chargé de la fonction d'assistant de prévention. Il représente la maîtrise d'ouvrage et suit les travaux d'extension et de rénovation du restaurant débutés en juillet 2010 et dont l'achèvement est programmé en mars 2012.

Le planning des travaux et l'enveloppe budgétaire ont été respectés. Aucune interruption du service restauration ne fut à déplorer tout au long des 21 mois de travaux.

Les déménagements des CIF de Dijon et Lyon ont mobilisé par ailleurs les agents du service tout comme les travaux de déménagement et d'aménagement du nouveau CIF de Paris.

Mission Assistant de prévention

En 2011, l'activité s'est concentrée sur l'animation du CCHS de l'INTEFP, la mise à jour et le suivi du plan de continuité (grippe H1/N1), l'évaluation des risques professionnels.

Travaux d'extension et de rénovation du restaurant

Début 2011, la partie extension de la salle à manger de 307,90 m² fut achevée. Elle fut mise en service le 7 mars 2011 selon le planning prévu après avis favorable de la commission de sécurité. L'extension comprenait une partie self « provisoire » occupée par le personnel du prestataire restauration.

La végétalisation de la toiture, la mise en service de la plonge ainsi que l'installation de la pompe à chaleur air/eau furent également effectives.

Dès le second trimestre furent entrepris les travaux de réalisation de la cuisine, la zone self et des vestiaires du personnel restauration.

Dijon - Lyon et Paris

La mise en œuvre su Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière s'est traduite :

- pour le CIF de Paris par la fermeture de son site à Montrouge et son installation à Saint-Denis dans des locaux rénovés,
- par la fermeture des CIF de Dijon et de Lyon.

Le département Logistique a pris une part très active dans la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement pour l'un et les déménagements pour les autres.

A/ Service Moyens Généraux

1°) Principaux travaux réalisés

Principaux travaux et remplacement de matériels prévus :

- Réfection sol salle de formation D
- Aménagement d'un bureau télé-travail
- Achat mobilier centre de documentation
- Pose de films solaires sur vitrages salle G2 et bureau informaticiens
- Achat mobilier accueil
- Mise en place de fontaines à eau supplémentaires avec travaux de plomberie
- Réfection des armoires électriques Bâtiment Meije et Ecrins
- Pose stores bureaux
- Rénovation centre de documentation
- Thermographie armoire électrique
- Pose interrupteur de proximité sur différents appareils électriques
- Remplacement d'une partie des prises électriques du bâtiment Meije

Montant total TTC : 170 000 euros

Principaux Travaux et remplacement de matériels non prévus

- Remplacement climatisation local serveur
- Remplacement dalles faux plafond bureau finances suite à infiltration
- Travaux de réparation sur canalisation réseau de chauffage
- Remplacement 2 pompes de circulation réseau de chauffage
- Remplacement caisson extraction VMC
- Réparation store banne terrasse

- Remplacement régulateur air
- Remplacement servomoteur
- Remplacement régulation eau chaude sanitaire
- Remplacement extracteur cuisine
- Remplacement sectionneur et contacteur armoire électrique local adoucisseur
- Remplacement réchauffeur de boucle ECS Meije
- Remplacement pompe doseuse Ecrins
- Remplacement ballon ECS villa de fonction
- Réparation portail

Montant total TTC : 130 000 euros

2°) Actions s'inscrivant dans une politique de développement durable

Tri sélectif du papier : En 2011, nous avons pu contribuer à la sauvegarde de l'environnement grâce aux collectes de papier organisées toutes les 4 semaines. Cette action a permis de sauver 59 arbres.

Tri sélectif du verre : Chaque semaine, un agent du service va déposer les bouteilles en verre dans les containers de Marcy.

Commande d'une partie des agendas et calendriers en papier recyclé et encres végétales.

Poursuite du bilan carbone

Il s'agit d'un outil de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre devant tenir compte de l'énergie primaire et de l'énergie finale des produits et services.

Le bilan permettra d'orienter les actions contribuant à une politique de développement durable.

3°) Consommation des fluides

Consommation électrique

La facture s'élève à 91 531 euros pour 2011 pour 979 603 KWH.

Pour rappel elle est constituée par le chauffage dans les 3 hébergements, le nouveau bâtiment restaurant, la production d'eau chaude sanitaire, les climatisations et les points lumineux de l'institut.

Elle était de 119 648 euros en 2010 pour 1 336 038 KWH.

Consommation de gaz naturel

La facture s'élève à 37 553 euros pour 716 457 KWH.

Pour rappel, elle est constituée par le chauffage des bureaux, salles de formation ainsi que le fonctionnement de la cuisine.

Elle était de 39 248 euros en 2010 pour 882 297 KWH.

Consommation d'eau

La facture s'élève à 17 019.30 euros.

La moyenne mensuelle est de 513 m^3, soit 513 000 litres d'eau.

La consommation annuelle est de 6163 m^3 soit 6 163 000 litres d'eau.

Pour mémoire elle s'élevait à 17 243 euros en 2010, pour 6 504 000 litres d'eau.

4°) Le service en quelques chiffres

- 450 000 reprographies
- Plus de 2000 personnes transportées par nos 2 chauffeurs sur le trajet gare de Lyon Perrache-Marcy l'Etoile.

5°) Principaux travaux réalisés dans les CIF

• CIF BORDEAUX

- Remplacement mobilier accueil et bureaux
- Remplacement de 2 wc complets

Montant TTC : 7 400 euros

• CIF DE SAINT-DENIS

- Achat de mobilier

Montant TTC : 15000 euros

B/ Service Accueil Vie Collective

Le service en quelques chiffres

- 15 518 nuitées en baisse de 6,4 % par rapport à 2010
- un taux d'occupation des hébergements de 60%
- 968 nuitées externalisées sur l'agglomération lyonnaise en diminution de 61% par rapport à 2009
- 28 202 repas servis au restaurant

Le service s'est fortement investi sur le choix d'un nouveau prestataire de restauration, le marché public étant venu à expiration, le 31 décembre 2011. Le nouveau marché public conclu pour 4 ans est estimé à 350 000 €/an.

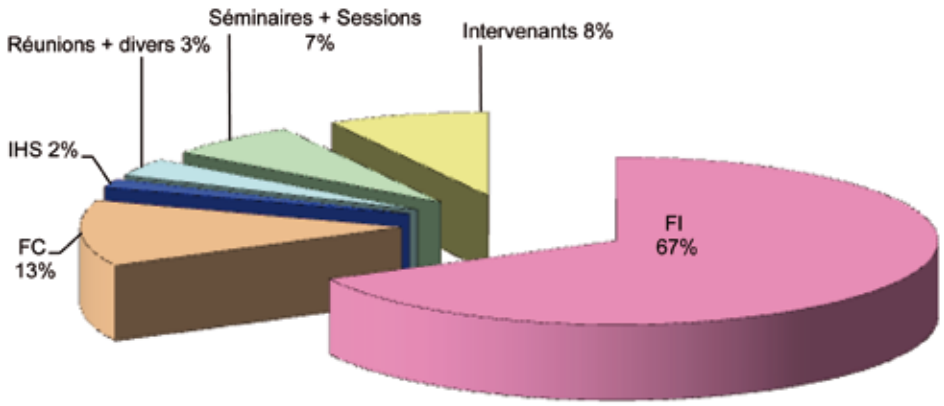
De même le service a conclu un nouveau marché de nettoyage des hébergements pour une durée de 4 ans à compter du 1/2/2011. La société NERA a été reconduite.

QUELQUES INDICATEURS D'ACTIVITÉ

I/ Pour l'hébergement

A/ Statistiques hebergement par type de public sur le site de marcy

	FI	FC	IHS	Réunions + Divers	Séminaires + Sessions	Intervenants	Total nuitées
Janvier	1057	159	164	74	123	128	**1705**
Février	1047	95	80	5	17	103	**1347**
Mars	971	235	0	30	462	143	**1841**
Avril	823	95	0	93	0	119	**1130**
Mai	665	385	0	0	0	103	**1153**
Juin	512	221	0	54	148	115	**1050**
Juillet	931	130	0	9	0	75	**1145**
Août	618	44	0	0	0	69	**731**
Septembre	1346	159	0	52	0	125	**1682**
Octobre	1104	120	0	175	153	111	**1663**
Novembre	1308	189	0	14	68	134	**1713**
Décembre	85	145	0	24	74	30	**358**
Total 2011	10467	1977	244	530	1045	1255	**15518**
Total 2010	11004	2602	507	449	495	1517	**16574**
Évolution 2010 / 2011	-4,88%	-24,02%	-51,87%	18,04%	111,11%	-17,27%	**-6,37%**



EVOLUTION DU PUBLIC ACCUEILLI SUR LE SITE DE MARCY

MOIS	Total nuitées Année 2010	Total nuitées Année 2011	Evolution	Total personnes Année 2010	Total personnes Année 2011	Evolution
Janvier	1571	1705	8,53%	706	750	**6,23%**
Février	1946	1347	-30,78%	699	592	**-15,31%**
Mars	1747	1841	5,38%	691	696	**0,72%**
Avril	1593	1130	-29,06%	547	436	**-20,29%**
Mai	1348	1153	-14,47%	587	443	**-24,53%**
Juin	1594	1050	-34,13%	879	433	**-50,74%**
Juillet	497	1145	130,38%	178	460	**158,43%**
Août	66	731	1007,58%	19	234	**1131,58%**
Septembre	2153	1682	-21,88%	829	627	**-24,37%**
Octobre	1503	1663	10,65%	554	801	**44,58%**
Novembre	1911	1713	-10,36%	757	845	**11,62%**
Décembre	645	358	-44,50%	259	198	**-23,55%**
Total	16574	15518	-6,37%	6705	6515	**-2,83%**

B/ externalisation hébergements (individuels et groupes)

ÉVOLUTION TOTAL NUITÉES EXTERNALISÉES PAR TYPE DE PUBLIC

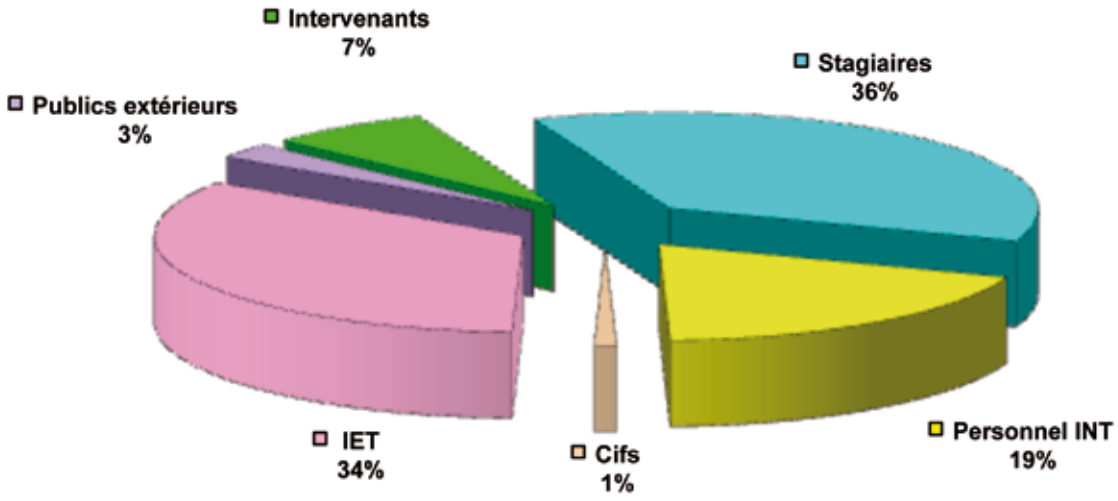
Année	FI	FC	IHS	Réunions + Divers	Séminaires + Sessions	Intervenants	TOTAL
2010	1130	390	0	167	643	154	**2484**
2011	395	114	0	52	273	134	**968**
Evolution	-65,04%	-70,77%	non significatif	-68,86%	-57,54%	-12,99%	**-61,03%**

2/ Pour la restauration

Évolution du nombre de repas servis au restaurant

Type de public	Nombre de repas servis en 2010	Nombre de repas servis en 2011	Evolution
Personnel INTEFP	6039	5349	-11,43%
Cifs	409	268	-34,47%
IET	10252	9578	-6,57%
Publics exterieurs	1060	714	-32,64%
Intervenants	2524	1996	-20,92%
Stagiaires	12296	10297	-16,26%
Total	32580	28202	-13,44%

REPAS SERVIS PAR TYPE DE PUBLIC POUR L'ANNÉE 2011



Département Informatique

2011 : Une année de consolidation, de déménagements et d'extension du réseau.

1/ L'équipe du département informatique

L'année 2011 n'a vu aucun changement déterminant dans la composition de l'équipe. L'appel à des ressources extérieures sous la forme de contrats courts ou de prestations s'est une fois de plus révélé indispensable, à hauteur de 13 semaines.

Les ressources du service informatique s'établissent ainsi : un analyste, chef de service, trois programmeurs soit 3,8 personnes en équivalent temps plein travaillé (ETP).

En tant que de besoin, le support sur la téléphonie, intégré au 5500, est assuré par un membre du service Moyens Généraux sous la responsabilité du chef de département informatique.

Les missions du service sont :

- la gestion du parc informatique et téléphonique
- le support auprès des utilisateurs
- la gestion des applications métiers
- la garantie de la disponibilité des systèmes
- la réponse aux nouveaux besoins
- la liaison avec la tutelle (SDSI)

La fin de l'année 2011 a été consacrée à une réorganisation des tâches (effectivité 2012) au sein de l'équipe et à la recherche de nouveaux moyens humains. Une piste sérieuse s'est dégagée en toute fin d'année avec la possibilité de recrutement d'un apprenti en 2012.

2/ Activités particulières en 2011

a/ Accompagnement du changement de l'implantation territoriale

La création du CIF de Montpellier

Hébergé par l'ENCCRF, le CIF dispose d'une salle de formation équipée de portables et des moyens informatiques classiques aux CIF. Il dispose de sa propre connexion au réseau national MTES, indépendante de l'ENCCRF.

L'accueil chaleureux des équipes de la CCRF et les moyens mis à notre disposition ont permis une installation rapide et sans problème. Qu'ils en soient remerciés.

Le déménagement du CIF de Paris de Montrouge à Saint Denis

Le CIF a été créé à partir d'un plateau nu, ce qui a permis une conception sur mesure des ressources informatiques et réseaux.

Le CIF est équipé d'une vraie salle machine informatique avec une armoire technique pour loger le matériel serveur, à savoir :

- un serveur MOSS dédié
- un autocom dédié (rénovation et reconfiguration de celui de Toulouse avec de nouveaux postes)
- un onduleur
- les différents réseaux extérieurs
- SFR pour la téléphonie
- Orange pour le Wan du MTES
- l'ADSL pour l'association des auditeurs.
- le réseau local de 48 prises.

Une autre spécificité de Saint Denis est la mise en place d'une salle câblée pouvant permettre la tenue de formations informatiques. (10 places).

Une salle de consultation libre service (FOAD) disposant de 4 ordinateurs avec imprimante réseau vient compléter le dispositif de formation.

b/ Extension et réfection des réseaux

Réfection du réseau local du CIF de NANCY

Le réseau local du CIF a été complètement refait et étendu, ainsi qu'une partie du réseau électrique. Les nouvelles prises dans les salles de formation et l'espace détente ont été particulièrement bien accueillies.

Câblage de la salle D à Marcy l'Etoile

La réfection du sol de la salle D a été l'occasion d'implanter 20 points d'accès au réseau selon un concept de boitiers intégrés au sol. La salle est reliée au réseau de formation par un lien de cuivre d'1 Gb.

Ce câblage donne de la souplesse au planning dans l'organisation des formations, puisque les promotions de CPI ou d'IET peuvent utiliser leur ordinateur portable lors de travaux personnels. Cette salle peut aussi être utilisée comme salle de formation informatique.

Participation à la rénovation du centre de documentation.

L'un des lots du chantier de rénovation du centre de documentation, les courants forts et faibles, a été confié au département informatique.

Le défi technique a été de déplacer l'armoire de brassage dans le sous sol et donc de déplacer la fibre optique, dorsale du réseau de fonctionnement et la fibre optique du réseau de formation, tout en

conservant les prises existantes dans la mesure du possible.

En effet, le centre de documentation s'est vu doter de 11 points d'accès en libre service avec des ordinateurs et de 12 points d'accès libres intégrés dans les tables de travail de la partie basse de l'espace documentaire, le tout pouvant imprimer sur la photocopieuse dédiée.

Cet espace de connexion vient utilement compléter les moyens existant en salle F1 au premier étage et en salle D.

Rattachement de la salle B2 au réseau de formation

La salle B2, souvent utilisée pour la formation du personnel de l'institut, bénéficie désormais d'une liaison directe avec les serveurs du réseau de fonctionnement via une fibre optique, ce qui améliore nettement les temps de réponses de nos applications.

c/ Le parc des ordinateurs et des imprimantes

En 2011, Le service a géré environ 650 machines au total ce qui représente une augmentation par rapport à l'année précédente. Le département a acquis 45 ordinateurs portables pour la promotion des IET 2011.

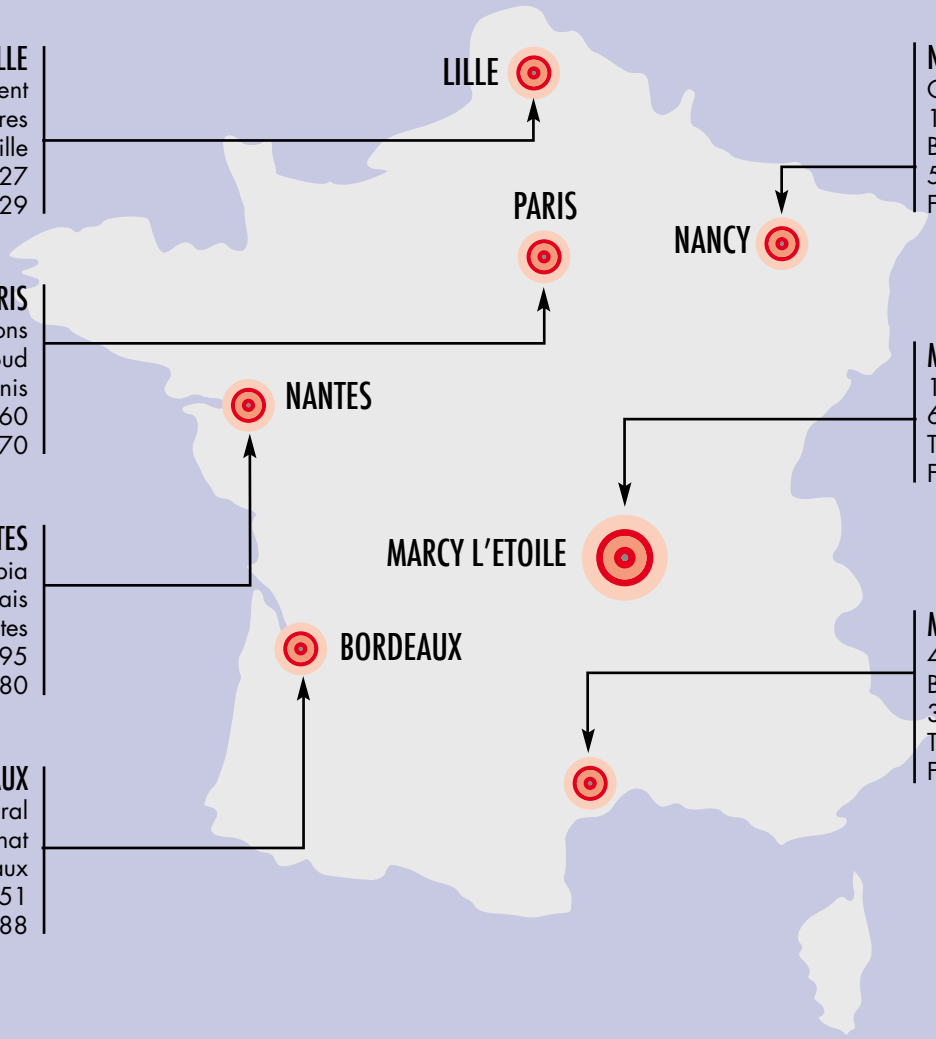
Il est à noter que 12 conventions de cession de matériel réformé ont été signées avec des associations éligibles et qu'environ 150 ordinateurs ont ainsi été préparés et donnés, essentiellement à l'usage des écoliers de la région aux alentours de Marcy l'Etoile.

Le changement d'antivirus sur les postes de travail a été imposé par la SDSI et a été conduit dans sa presque totalité sur le quatrième trimestre.

d/ Le support guichet unique 5500

668 tickets ont été ouverts en 2011et 651 ont été fermés (sollicitations des agents confrontés à des difficultés de fonctionnement).

Nous trouver



LILLE
40 place Augustin Laurent
Les arcades de Flandres
Bt L - 59000 Lille
Tél. : 03.20.62.27.27
Fax : 03.20.63.27.29

PARIS
19 rue des Bretons
ZAC du Cornillon Sud
93210 La Plaine Saint Denis
Tél : 01 83 72 40 60
Fax : 01 83 72 40 70

NANTES
Immeuble Le Colombia
3 bd des Martyrs Nantais
44200 Nantes
Tél. : 02.40.35.40.95
Fax : 02.40.35.14.80

BORDEAUX
37 rue du Général
de Larminat
33000 Bordeaux
Tél. : 05.57.81.41.51
Fax : 05.56.98.79.88

NANCY
CS 95409
10 rue Mazagran
Bt L - 59000 Lille
54000 Nancy cedex
Fax : 03.83.19.20.19

MARCY L'ETOILE
1498 route de Sain Bel
69280 Marcy l'Etoile
Tél. : 04.78.87.47.47
Fax : 04.78.87.47.00

MONTPELLIER
45 place Ernest Granier
BP 60
34935 Montpellier Cedex 9
Tél. : 04.99.52.74.75
Fax : 04.99.52.74.60

Avec ses 7 sites (Marcy l'Etoile et 6 Centres Interrégionaux de Formation), l'INTEFP est en capacité de déployer son action sur l'ensemble du territoire au plus près des besoins des agents et des projets des services.

resp réseau des écoles de service public

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Membre du RIIFT
(Réseau International
d'Instituts
de Formation
du Travail)

RIIFT

INTEFP
1498, route de Sain Bel
B.P. 84
69280 Marcy-l'Etoile
Tél. 04 78 87 47 47
Fax 04 78 87 47 00
Site Intranet :
www.intraint.travail.gouv.fr
Site Internet :
www.institut-formation.travail.gouv.fr

Directeur de la publication
Bernard Bailbé
Directeur des Etudes
Georges Martins-Baltar
Coordination Générale
Katia Pontal-Cogne
Photos : Christian Vacher
Graphisme : Arthésis - 04 72 59 00 00